

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 26 janvier 2015

---

PRESENTS : M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée; M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD,  
MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE,  
Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE,  
Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, M. E. VANDECAVEYE,  
Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS,  
MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK,  
G. DENONNE, Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART, Directeur général adjoint

Excusés: Messieurs les Conseillers communaux C. MICHEZ, J.-L. VIEREN, B. MAT, B. LAVALLEE, G. HUEZ  
et Monsieur le Directeur général D. COUPEZ

Madame la Conseillère communale M. C. MARGHEM entre en séance au point 1 : communications.

### SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 15 janvier 2015.

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 41 et dépose sur le bureau du Conseil communal les procès-verbaux des séances du 1<sup>er</sup> et du 16 décembre 2014, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, ils seront considérés comme adoptés.

#### 1. Communications.

1) Le **Président** de séance signale que deux questions orales ont été posées :

- la première de Madame la Conseillère communale Ecolo Coralie LADAVID, au sujet du devenir du roller park;
- la seconde par Monsieur le Conseiller communal du Centre démocrate humaniste Jean-Marie VANDENBERGHE au sujet du coût et des retombées pour Tournai de Mons 2015.

En application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur, il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin Tarik BOUZIANE.

2) Le Conseil communal prend ensuite connaissance des points suivants :

1. Arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, qui réforme le budget 2015 de la Ville voté en séance du 10 novembre 2014 :

"Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu le décret du 6 février 2014 établissant le Fonds régional pour les investissements communaux (FRIC);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le budget pour l'exercice 2015 de la Ville de Tournai, voté en séance du Conseil communal du 10 novembre 2014, et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 19 novembre 2014;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2014 prorogeant jusqu'au 5 janvier 2015 le délai imparti pour statuer sur ledit budget;

Vu le courrier du Service public fédéral des finances, en date du 30 octobre 2014, communiquant à la Ville de Tournai, l'estimation de recettes en matière d'additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice 2015, les frais administratifs y afférents ainsi que le montant de la compensation pour travailleurs frontaliers luxembourgeois;

Vu le courrier ministériel du 24 novembre 2014 informant la Ville de Tournai, du complément régional qui lui est attribué dans le cadre des actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu l'avis du Centre régional d'aide aux communes rendu en date du 1<sup>er</sup> décembre 2014;

Considérant que le Centre régional d'aide aux communes remet un avis défavorable en fonction des éléments suivants :

*"- le tableau de bord actualisé ne respecte pas la trajectoire budgétaire d'équilibre pour l'année 2016;*

*- les augmentations des dotations au CPAS et à la zone de police sont conformes aux prescrits des circulaires y relatives, mais ne le sont pas au regard des prévisions établies lors de l'actualisation du dernier plan de gestion*

*- la situation financière du CPAS est préoccupante suite notamment à la construction des nouvelles maisons de repos et le surcoût du personnel mis à disposition du CHWAPI.*

*Le centre rappelle, en outre, que le CPAS doit intégrer dans ses projections budgétaires les impacts liés à l'insuffisance de la provision pour le surcoût du personnel mis à disposition du CHWAPI, les travaux MR/MRS et la couverture des déficits de trésorerie, sachant que le financement reçu par le CHWAPI pour couvrir l'augmentation des cotisations de pensions du personnel statutaire mis à disposition lui est*

*ristournée à partir de 2014, ce qui constitue une recette nouvelle. Le centre reste enfin toujours en attente de l'adoption de mesures à hauteur d'un déficit récurrent de quelque 3 millions d'euros. Parallèlement, le centre rappelle que suite au monitoring RH qui a été remis aux autorités communales, des mesures de gestion et un calendrier de mise en œuvre devront être mis en œuvre tant au niveau de la Ville que de ses entités consolidées afin de contribuer à restaurer l'équilibre budgétaire et financier de manière durable, eu égard notamment à des dotations communales à fixer en fonction des moyens de la Ville afin que ladite trajectoire budgétaire soit enfin respectée.*

*Le centre attire également l'attention de la Ville de Tournai sur l'augmentation des cotisations NO TELE et sur l'importance de recevoir un plan financier de la part de l'ASBL.*

*Enfin, le centre réitère qu'il est toujours en attente :*

*- du plan financier du CPAS concernant les maisons de repos attestant de sa capacité à financer les travaux prévus*

*- du tableau de suivi des mesures actualisé.";*

Vu le montant de 3.481.938,00 € alloué à la Ville de Tournai dans le cadre du décret du 6 février 2014;

Vu la circulaire budgétaire du 25 septembre 2014;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire à l'article 000/663-51/2014 du service extraordinaire, le montant du subside FRIC alloué à la Ville et de le transférer simultanément vers le fonds de réserve extraordinaire par le biais de l'article 06089/995-51;

Considérant que les travaux de voirie prévus à l'article 421/731-60 – Projet 20151121 – estimés à 1.665.928,00 € entrent dans le cadre du plan d'investissements communaux et sont concernés par ledit fonds;

Considérant qu'il convient de supprimer le subside en capital inscrit à l'article 421/664-51 d'un montant de 832.964,00 € et de le remplacer par un prélèvement sur le fonds de réserve susvisé à concurrence du même montant;

Vu l'article 10 du règlement général sur la comptabilité selon lequel l'excédent ou le déficit des exercices antérieurs, qui est porté au budget, résulte du budget de l'exercice antérieur et de ses éventuelles modifications;

Considérant que l'amendement ordinaire n°2 du budget 2014 a fait l'objet d'un arrêté de réformation en date du 18 décembre 2014;

Considérant que le budget ordinaire ne tient pas compte de cette réformation et qu'il y a donc lieu de rectifier le résultat présumé inscrit aux exercices antérieurs;

Considérant qu'il convient d'ajouter au budget ordinaire, les prévisions de recettes communiquées par les courriers ministériels susvisés ainsi que les frais administratifs relatifs à l'impôt des personnes physiques;

Considérant que le budget 2015, tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** le budget pour l'exercice 2015 de la Ville de Tournai voté en séance du Conseil communal, en date du 10 novembre 2014, est réformé comme suit :

#### **Service ordinaire**

##### 1. Situation avant réformation :

Recettes globales	100.980.085,30
Dépenses globales	95.289.395,52

**Résultat global****5.690.689,78****2. Modification des recettes :**

000/951-01      7.610.810,95   au lieu de      6.384.161,25   soit      1.226.649,70   en plus  
 00010/466-48      6.505,92   au lieu de      6.332,97   soit      172,95   en plus  
 040/372-00      20.527.638,66   au lieu de      19.676.032,00   soit      851.606,66   en plus  
 04020/465-48      1.783.999,64   au lieu de      1.057.660,00   soit      726.339,64   en plus

**3. Modification des dépenses :**

121/123-48      205.276,39   au lieu de      196.760,00   soit      8.516,39   en plus.

**4. Récapitulation des résultats tels que réformés**

Exercice propre	Recettes Dépenses	96.174.043,30 94.475.911,91	Résultats :	1.698.131,39
Exercices antérieurs	Recettes Dépenses	7.610.810,95 822.000,00	Résultats :	6.788.810,95
Prélèvements	Recettes Dépenses	0,00 0,00	Résultats :	0,00
Global	Recettes Dépenses	103.784.854,25 95.297.911,91	Résultats :	8.496.942,34

**5. Solde des provisions et des fonds de réserve ordinaires après le présent budget :**

- provisions : 7.030.810,38 €
- fonds de réserve : 3.574.591,90 €.

**Service extraordinaire****1. Situation avant réformation :**

Recettes globales      23.870.518,71  
 Dépenses globales      18.632.563,00  
**Résultat global**

**5.237.955,71****2. Modification des recettes :**

000/663-51/2014      3.481.938,00   au lieu de      0,00   soit      3.481.938,00   en plus  
 06089/995-51      832.964,00   au lieu de      0,00   soit      832.964,00   en plus  
 421/664-51      0,00   au lieu de      832.964,00   soit      832.964,00   en moins

**3. Modification des dépenses :**

06089/955-51      3.481.938,00   au lieu de      0,00   soit      3.481.938,00   en plus.

**4. Récapitulation des résultats tels que réformés**

Exercice propre	Recettes Dépenses	16.389.704,33 18.372.563,00	Résultats :	- 1.982.858,67
Exercices antérieurs	Recettes Dépenses	8.719.893,71 260.000,00	Résultats :	8.459.893,71
Prélèvements	Recettes Dépenses	2.242.858,67 3.481.938,00	Résultats :	- 1.239.079,33
Global	Recettes Dépenses	27.352.456,71 22.114.501,00	Résultats :	5.237.955,71

5. Solde des fonds de réserve extraordinaires après le présent budget :

- fonds de réserve extraordinaire : 887.611,07 €
- fonds de réserve extraordinaire FRIC : 2.648.974,00 €.

**Article 2** : un recours en annulation est ouvert contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat :

<http://eproadmin.raadvst-consetat.be>

**Article 3** : il est recommandé à l'autorité communale :

- de revoir le tableau de bord du plan de gestion de la Ville sur base des chiffres arrêtés du budget 2015
- d'inviter le CPAS à prendre de nouvelles mesures visant à résorber son déficit de trésorerie et à réactualiser son plan de gestion en y intégrant les mesures prises par sa décision du 27 novembre 2014
- de tout mettre en œuvre pour répondre rapidement aux remarques formulées par le CRAC
- de veiller au formalisme lié à la réforme des grades légaux impose de mentionner dans la délibération la communication du dossier au directeur financier et l'avis rendu ou non par celui-ci.

**Article 4** : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

**Article 5** : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

**Article 6** : le présent arrêté est notifié, pour exécution, au Collège communal de et à 7500 Tournai. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

**Article 7** : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes."

2. Notification du 22 décembre 2014 de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, relative au taux des centimes additionnels au précompte immobilier (2.950 centimes additionnels) et au taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques (8,8 %) pour l'exercice 2015.
3. Arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, concernant la modification budgétaire n° 2 votée en séance du 10 novembre 2014 :

"Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu le courrier du Service public fédéral des finances, en date du 7 novembre 2014, communiquant à la Ville de Tournai la deuxième réestimation de recettes en matière d'additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques ainsi que les frais administratifs y afférents;

Vu les modifications budgétaires n° 2 pour l'exercice 2014 de la Ville de Tournai votées en séance du Conseil communal, en date du 10 novembre 2014 et parvenues complètes à l'autorité de tutelle le 18 novembre 2014;

Vu l'avis du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) rendu en date du 28 novembre 2014;

Considérant que le Centre régional d'aide aux communes remet un avis réservé reprenant en synthèse les éléments suivants :

"- le centre a été associé à l'élaboration de cette deuxième modification budgétaire;

- l'équilibre est atteint;
- le tableau de bord actualisé ne respecte pas la trajectoire budgétaire d'équilibre pour l'année 2016;
- les augmentations des dotations au centre public d'action sociale (CPAS) et à la zone de police sont conformes aux prescrits des circulaires y relatives, mais ne le sont pas au regard des prévisions établies lors de l'actualisation du dernier plan de gestion;
- l'utilisation des fonds propres est conforme aux prescrits des circulaires y relatives;
- la balise de dette pluriannuelle est respectée;
- la situation financière préoccupante du CPAS suite, notamment, à la construction des nouvelles maisons de repos et le surcoût du personnel mis à disposition du Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi);
- le centre n'a pas été associé à la première modification budgétaire de la zone de police dont l'indexation des dépenses de personnel n'a pas été retirée.

Le centre rappelle que le CPAS doit intégrer dans ses projections budgétaires les impacts liés à l'insuffisance de la provision pour le surcoût du personnel mis à disposition du CHwapi, les travaux de maisons de repos (MR)/maisons de repos et de soins (MRS) et la couverture des déficits de trésorerie, sachant que le financement reçu par le CHwapi pour couvrir l'augmentation des cotisations de pensions du personnel statutaire mis à disposition lui est ristournée à partir de 2014, ce qui constitue une recette nouvelle.

Parallèlement, le centre rappelle que, suite au monitoring RH qui a été remis aux autorités communales, des mesures de gestion et un calendrier de mise en œuvre devront être mis en œuvre tant au niveau de la Ville que de ses entités consolidées afin de contribuer à restaurer l'équilibre budgétaire et financer de manière durable, eu égard notamment à des dotations communales à fixer en fonction des moyens de la Ville et afin que ladite trajectoire budgétaire soit enfin respectée.

Enfin, le centre réitère qu'il est toujours en attente :

- du plan financier du CPAS concernant les maisons de repos attestant de sa capacité à financer les travaux prévus;
- du tableau de suivi des mesures actualisé.";

Considérant que l'amendement ordinaire se clôture en équilibre conformément aux instructions en vigueur;

Considérant que les modifications budgétaires n° 2 pour l'exercice 2014 telles que réformées sont conformes à la loi et à l'intérêt général;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les modifications budgétaires n° 2 pour l'exercice 2014 de la Ville de Tournai votées en séance du Conseil communal, en date du 10 novembre 2014, sont **réformées** comme suit :

#### **Service ordinaire**

1. Situation avant réformation :

Recettes globales	111.516.612,41
Dépenses globales	105.132.451,16
<b>Résultat global</b>	<b>6.384.161,25</b>

2. Modification des recettes :

040/372-01      23.960.193,68   au lieu de      22.721.153,58   soit      1.239.040,10   en plus

3. Modification des dépenses :

121/123-48      239.601,94   au lieu de      227.211,54   soit      12.390,40   en plus.

4. Récapitulation des résultats tels que réformés

Exercice propre	Recettes Dépenses	105.729.419,42 102.771.996,56	Résultats :	2.957.422,86
Exercices antérieurs	Recettes Dépenses	7.026.233,09 1.372.845,00	Résultats :	5.653.388,09
Prélèvements	Recettes Dépenses	0,00 1.000.000,00	Résultats :	- 1.000.000,00
Global	Recettes Dépenses	112.755.652,51 105.144.841,56	Résultats :	7.610.810,95

5. Solde des provisions et des fonds de réserve ordinaires après les présentes modifications budgétaires :
- provisions : 7.638.810,38 €
  - fonds de réserve : 3.574.591,90 €.

### **Service extraordinaire**

1. Modification des recettes :  
Néant.
2. Modification des dépenses :  
Néant.
3. Récapitulation des résultats tels que réformés

Exercice propre	Recettes Dépenses	16.877.358,00 18.407.132,20	Résultats :	- 1.529.774,20
Exercices antérieurs	Recettes Dépenses	10.080.696,72 2.936.382,53	Résultats :	7.144.314,19
Prélèvements	Recettes Dépenses	1.623.415,72 2.000.000,00	Résultats :	- 376.584,28
Global	Recettes Dépenses	28.581.470,44 23.343.514,73	Résultats :	5.237.955,71

4. Solde du fonds de réserve extraordinaires après les présentes modifications budgétaires :  
2.297.505,74 €

**Article 2 :** un recours en annulation est ouvert contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>

**Article 3 :** l'attention des autorités communales est attirée sur la nécessité de tenir compte du contenu de l'avis remis par le CRAC.

**Article 4 :** mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

**Article 5 :** le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.



**Article 6** : le présent arrêté est notifié, pour exécution, au Collège communal de et à 7500 Tournai. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2 du règlement général de la comptabilité communale.

**Article 7** : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes.

Namur, le 18 décembre 2014".

4. Arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, qui approuve les délibérations relatives aux taxes sur les agences bancaires, les immeubles inoccupés et les spectacles cinématographiques, pour les exercices 2015 à 2019, votées en séance du 10 novembre 2014 :

"Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-40 § 1<sup>er</sup>, 3°, L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2015;

Vu les délibérations du 10 novembre 2014 reçues le 20 novembre 2014, par lesquelles le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 à 2019, les taxes sur les agences bancaires, les immeubles inoccupés et sur les spectacles cinématographiques;

Considérant que les décisions du Conseil communal de TOURNAI du 10 novembre 2014 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : les délibérations du 10 novembre 2014 par lesquelles le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 à 2019, les taxes sur les agences bancaires, les immeubles inoccupés et sur les spectacles cinématographiques **SONT APPROUVEES**.

**Article 2** : l'attention des autorités communales est attirée sur le formalisme lié à la réforme des grades légaux, lequel impose de mentionner dans les délibérations la communication du projet de règlement au directeur financier et l'avis rendu ou non par celui-ci.

**Article 3** : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de TOURNAI en marge des actes concernés.

**Article 4** : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

**Article 5** : le présent arrêté est notifié au Collège communal de TOURNAI.

Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

**Article 6** : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes.

Namur, le 19 décembre 2014".

5. Arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, qui approuve la délibération relative à la taxe sur les dancings, pour les exercices 2015 à 2019, votée en séance du 1<sup>er</sup> décembre 2014 :

"Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-40 § 1<sup>er</sup>, 3°, L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2015;

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> décembre 2014 reçue le 3 décembre 2014, par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 à 2019, les taxes sur les dancings;

Considérant que la décision du Conseil communal de TOURNAI du 1<sup>er</sup> décembre 2014 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la délibération du 1<sup>er</sup> décembre 2014 par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 à 2019, une taxe sur les dancings **EST APPROUVEE**.

**Article 2** : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de TOURNAI en marge de l'acte concerné.

**Article 3** : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

**Article 4** : le présent arrêté est notifié au Collège communal de TOURNAI.

Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

**Article 5** : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes.

Namur, le 19 décembre 2014".

6. Arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, qui approuve la délibération relative à la redevance sur le stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue pour les exercices 2015 et suivants, votée en séance du 10 novembre 2014 :

"Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-40 § 1<sup>er</sup>, 3°, L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2015;

Vu la délibération du 10 novembre 2014 reçue le 17 novembre 2014, par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 et suivants, une redevance sur le stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue;

Considérant que la décision du Conseil communal de TOURNAI du 10 novembre 2014 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la délibération du 10 novembre 2014 par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 et suivants, une redevance sur le stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue **EST APPROUVEE**.

**Article 2** : l'attention des autorités communales est attirée sur les éléments suivants :

- la délibération ne respecte pas entièrement le formalisme déduit de l'article L1124-40 § 1<sup>er</sup>, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation tel que revu par le décret du 18 avril 2013 réformant le statut des titulaires des grades légaux (entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2013). En effet, ce formalisme impose de mentionner dans la délibération que le projet de dossier a été communiqué au directeur financier, lequel a remis ou non un avis. En l'occurrence, il n'y a pas de référence expresse à la communication du dossier au directeur financier et son suivi dans le règlement-taxé concerné;
- il conviendra à l'avenir de préciser la période de validité du règlement. En effet, dans le souci de permettre aux nouveaux conseils d'appréhender la politique fiscale communale dans sa globalité, la circulaire budgétaire suggère de revoter l'ensemble des règlements fiscaux communaux en limitant dans tous les cas leur durée de validité au 31 décembre de l'année qui suit celle des élections.

**Article 3** : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de TOURNAI en marge des actes concernés.

**Article 4** : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

**Article 5** : le présent arrêté est notifié au Collège communal de TOURNAI.

Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

**Article 6** : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes (CRAC).

Namur, le 16 décembre 2014".

7. Arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, qui approuve la délibération relative à la taxe sur les implantations commerciales, pour les exercices 2015 et 2016, votée en séance du 10 novembre 2014 :

"Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-40 § 1<sup>er</sup>, 3°, L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2015;

Vu la délibération du 10 novembre 2014 reçue le 19 novembre 2014, par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 et 2016, une taxe sur les implantations commerciales;

Considérant que la décision du Conseil communal de TOURNAI du 10 novembre 2014 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la délibération du 10 novembre 2014 par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 et 2016, une taxe sur les implantations commerciales **EST APPROUVEE.**

**Article 2** : l'attention des autorités communales est attirée sur le formalisme lié à la réforme des grades légaux, lequel impose de mentionner dans la délibération la communication du projet de règlement au directeur financier et l'avis rendu ou non par celui-ci.

**Article 3** : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de TOURNAI en marge de l'acte concerné.

**Article 4** : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

**Article 5** : le présent arrêté est notifié au Collège communal de TOURNAI.

Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

**Article 6** : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes (CRAC).

Namur, le 19 décembre 2014".

8. Arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, Paul FURLAN, qui approuve la délibération relative à la redevance sur la délivrance de documents administratifs, pour les exercices 2015 à 2019, votée en séance du 10 novembre 2014 :

"Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-40 § 1<sup>er</sup>, 3°, L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2015;

Vu la délibération du 10 novembre 2014 reçue le 27 novembre 2014, par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 à 2019, une redevance sur la délivrance de certificats, documents et renseignements administratifs à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces pièces sont délivrées;

Considérant que la décision du Conseil communal de TOURNAI du 10 novembre 2014 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la délibération du 10 novembre 2014 par laquelle le Conseil communal de TOURNAI établit, pour les exercices 2015 à 2019, une redevance sur la délivrance de certificats, documents et renseignements administratifs à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces pièces sont délivrées **EST APPROUVEE**.

**Article 2** : l'attention des autorités communales est attirée sur le formalisme lié à la réforme des grades légaux, lequel impose de mentionner dans la délibération la communication du projet de règlement au directeur financier et l'avis rendu ou non par celui-ci.

**Article 3** : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de TOURNAI en marge de l'acte concerné.

**Article 4** : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

**Article 5** : le présent arrêté est notifié au Collège communal de TOURNAI.

Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

**Article 6** : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes (CRAC).

Namur, le 19 décembre 2014".

9. Réplique de M. Jean-Yves LAGASSE, auteur d'une interpellation citoyenne au Conseil communal du 30 juin 2014 et qui n'avait pu reprendre la parole après la réponse que lui avait apportée Monsieur l'Echevin de la mobilité, Armand BOITE :

"Bien que n'ayant pu répliquer de vive voix au Conseil communal du 30 juin 2014, j'ai pu, lors d'une interview largement diffusée de NOTELE (notre télévision locale), transmettre les inquiétudes du GRACQ (Groupe de recherche et d'action des cyclistes quotidiens).

A l'examen de divers documents, dont le plan communal cyclable proposé pour la candidature de "Tournai ville cyclable", j'ai constaté :

- \* Pour le plan 2012 : la liaison vers le zoning Tournai Ouest (251.000,00 €) ne semble pas encore décidée
- \* Pour le plan 2013 : 154.000,00 € ne sont pas encore décidés : cela concerne, pour la plus grosse part, l'entretien des pistes cyclables communales existantes
- \* Pour le plan 2014 : le plus grosse part (516.000,00 €) n'est pas encore décidée
- \* Pour le plan 2015 : rien n'est décidé.

Entre-temps, un vent favorable m'a fait parvenir les chiffres du plan communal cyclable issus du Collège communal du 17 octobre 2014, ceux-ci confirment mes constatations.

Certes, des travaux présentés par Monsieur l'Echevin ont été réalisés et le plan communal cyclable prévu à l'origine était ambitieux, mais son exécution est plus que décevante.

Dans certains dossiers, la ville a fait preuve de créativité pour surmonter ou contourner les obstacles financiers et autres : c'est ce que nous attendons dans le suivi des dossiers relatifs au plan communal cyclable."

Madame la Conseillère communale **M. C. MARGHEM** entre en séance.

Monsieur le Conseiller communal **Jean-Marie VANDENBERGHE** commente le point relatif à l'approbation du budget 2015.

Madame l'**Echevine des Finances** apporte des précisions complémentaires.

Le **Président** de séance rappelle que les points figurant en communication ne font pas l'objet d'un débat sur le fond.

Invoquant l'urgence, Madame la Conseillère Communale Ecolo **M.-C. LEFEBVRE** interroge Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale au sujet de sa décision de fermer, pour raison de sécurité, le festival RAMDAM. Elle souhaite que ce point soit évoqué, au besoin en séance secrète.

Monsieur l'**Echevin délégué à la fonction maïorale** renvoie au contenu des deux communiqués de presse diffusés dans ce cadre. Il précise, sans entrer dans le détail, que cette décision a été prise en raison de menaces importantes et précises, confirmées sur le plan national et local.

Pour Madame la Conseillère MR, **M. C. MARGHEM**, la décision de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale d'interrompre le festival RAMDAM était parfaitement justifiée.

Au nom du chH, Monsieur le Conseiller communal **J.-M. VANDENBERGHE** précise que sa famille politique comprend les décisions prises par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale.

Le **Président** rappelle à nouveau que le point "Communications" ne doit pas susciter de débat.

2. Politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du Gouvernement fédéral.  
Convention entre l'Etat fédéral et la Ville de Tournai. Reconduction. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

En séance du 2 juillet 2007, vous avez marqué votre accord sur les termes du projet de convention entre l'Etat fédéral et la Ville de Tournai dans le cadre de sa politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile.

Pour rappel :

- la loi du 13 mai 1999 modifiant la nouvelle loi communale a introduit la possibilité pour les villes et communes de prévoir, dans certaines conditions, des sanctions administratives contre les infractions à leurs règlements et ordonnances;
- par ailleurs, la loi du 17 juin 2004 a inséré dans la nouvelle loi communale le recours à la médiation. Le Conseil communal peut ainsi prévoir une procédure de médiation dans le cadre des sanctions administratives. Celle-ci est d'ailleurs obligatoire lorsqu'elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits;

- le Gouvernement fédéral a décidé d'élargir les possibilités d'imposer des sanctions administratives dans la lutte contre les phénomènes en matière de nuisances et de mettre à la disposition des villes et communes de l'arrondissement judiciaire de Tournai–Ath–Mouscron, un poste de médiateur à temps plein afin de favoriser la mise en place de la procédure de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales.
- afin de faciliter la mise en œuvre de l'alternative à l'amende administrative que représente la médiation et afin de promouvoir cet instrument de réparation et de lutte contre la récidive, le ministre des grandes villes propose depuis 2007 un partenariat financier et méthodologique à différentes villes et communes. Ce partenariat établi sous la forme de conventions est désormais prévu dans l'arrêté royal du 28 janvier 2014.

Une convention de collaboration entre l'Etat fédéral et la Ville de Tournai a été signée pour un an le 7 avril 2008 et a déjà été reconduite à six reprises pour une nouvelle période d'un an.

Cette convention prévoit notamment :

- la mise à disposition d'un poste de médiateur à temps plein pour l'arrondissement judiciaire de Tournai–Ath–Mouscron (article 1<sup>er</sup>), en l'occurrence Mme Marjorie MEUNIER. Le champ territorial de son activité de médiatrice s'étend sur les communes de Péruwelz, Comines, Pecq, Celles, Estaimpuis, Bernissart, Antoing et Mouscron et ce, sur base d'une convention de collaboration intercommunale conclue à cet effet;
- la prise en charge par l'Etat fédéral des frais relatifs à la rémunération de cette médiatrice ainsi que des frais de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de sa fonction. A cette fin, l'Etat fédéral alloue à la Ville une subvention annuelle;
- la reconduction pour un an moyennant la signature d'une nouvelle convention.

Le Service politique des grandes villes a proposé à la Ville de reconduire la convention de collaboration pour une nouvelle période d'un an. Un nouveau projet de convention a donc été établi aux termes duquel l'Etat fédéral s'engage à renouveler sa subvention pour l'exercice 2014-2015 à hauteur d'un montant maximal de 53.600,00 €.

Les droits et les obligations prévus aux termes de cette convention sont pour l'essentiel identiques à ceux contenus dans les conventions antérieures.

Par ailleurs, nous vous informons qu'il sera rappelé au ministre, lors de l'envoi de la convention précitée signée par toutes les parties, que le Conseil Communal, en sa séance du 9 décembre 2013, a fait le choix de ne pas abaisser l'offre de médiation locale effectuée par le fonctionnaire sanctionnateur aux mineurs de 14 ans, mais de maintenir l'application des mesures aux mineurs de plus de 16 ans.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur les termes du projet de convention dont question ci-avant."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :



## LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la loi du 13 mai 1999, qui a modifié la nouvelle loi communale, a introduit la possibilité pour les villes et communes de prévoir, dans certaines conditions, des sanctions administratives contre les infractions à leurs règlements et ordonnances;

Considérant que la loi du 17 juin 2004 a inséré dans la nouvelle loi communale le recours à la médiation, que le Conseil communal peut ainsi prévoir une procédure de médiation dans le cadre des sanctions administratives et que celle-ci est d'ailleurs obligatoire lorsqu'elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits;

Considérant que le Gouvernement fédéral a décidé d'élargir les possibilités d'imposer des sanctions administratives dans la lutte contre les phénomènes en matière de nuisances et de mettre à la disposition des villes et communes de l'arrondissement judiciaire de Tournai-Ath-Mouscron, un poste de médiateur à temps plein afin de favoriser la mise en place de la procédure de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales;

Considérant qu'afin de faciliter la mise en œuvre de l'alternative à l'amende administrative que représente la médiation et dans le but de promouvoir cet instrument de réparation et de lutte contre la récidive, le ministre des grandes villes propose depuis 2007 un partenariat financier et méthodologique à différentes villes et communes et que ce partenariat, établi sous la forme de conventions, est désormais prévu dans l'arrêté royal du 28 janvier 2014;

Considérant qu'une convention de collaboration entre l'Etat fédéral et la Ville de Tournai a été signée pour un an le 7 avril 2008 et qu'elle a déjà été reconduite à six reprises pour une nouvelle période d'un an;

Considérant que cette convention prévoit notamment :

- la mise à disposition d'un poste de médiateur à temps plein pour l'arrondissement judiciaire de Tournai-Ath-Mouscron (article 1<sup>er</sup>). En l'occurrence, c'est Mme Marjorie MEUNIER qui a été engagée pour occuper ce poste. Le champ territorial de son activité de médiatrice s'étend sur les communes de Péruwelz, Comines, Pecq, Celles, Estaimpuis, Bernissart, Antoing et Mouscron en vertu d'une convention de collaboration intercommunale conclue à cet effet;
- la prise en charge par l'Etat fédéral des frais relatifs à la rémunération de cette médiatrice ainsi que les frais de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de sa fonction;
- la reconduction pour un an moyennant la signature d'une nouvelle convention;

Considérant que le Service politique des grandes villes a proposé à la Ville de reconduire la convention de collaboration pour une nouvelle période d'un an prenant cours le 1<sup>er</sup> novembre 2014;

Considérant qu'un nouveau projet de convention a été établi aux termes duquel l'Etat fédéral s'engage à renouveler sa subvention pour l'exercice 2014-2015 à hauteur d'un montant maximal de 53.600,00 € (article 10);

Considérant l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de M. le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

### **APPROUVE**

les termes du projet de convention, exercice 2014-2015, négocié avec l'Etat fédéral dans le cadre de sa politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile et qui fixe plus particulièrement les modalités de mise à disposition d'un médiateur :

«Vu la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales, d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014,

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales, d'application à partir du 31 janvier 2014,

Vu l'arrêté ministériel du ..... portant octroi d'une subvention à la Ville de Tournai dans le cadre de la politique des grandes villes.

Entre d'une part,

l'Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne de

**M. Jan Jambon, Ministre de l'Intérieur, chargé des grandes villes**, ci-après dénommé «l'Etat fédéral»,

et d'autre part,

**la Ville de Tournai**, représentée par le Conseil communal, en la personne de

....., et ....., qui agissent en exécution de la séance du Conseil communal du 26 janvier 2015, ci-après dénommée «la Ville»,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### **I. Préambule**

La nouvelle loi sur les sanctions administratives communales a été votée le 24 juin 2013 et prévoit des procédures plus précises et plus de garanties légales. Dans ce cadre, l'autonomie communale demeure la base de l'approche des phénomènes locaux de nuisances.

Dans la nouvelle loi sur les SAC, la limite d'âge pour l'établissement d'amendes administratives a été abaissée de 16 ans à 14 ans. La médiation obligatoire déjà d'application pour les mineurs à partir de 16 ans sera donc étendue aux enfants à partir de 14 ans, ce qui représente potentiellement un accroissement de la charge de travail, cet accroissement de la charge de travail étant également renforcé par le recours grandissant à la médiation SAC pour les majeurs.

Afin de faciliter la mise en œuvre de l'alternative à l'amende administrative que représente la médiation et afin de promouvoir cet instrument de réparation et de lutte contre la récidive, le Ministre des grandes villes propose depuis 2007 un partenariat financier et méthodologique à différentes villes et communes. Ce partenariat, établi sous la forme de conventions, est désormais prévu dans l'arrêté royal du 28 janvier 2014.

## **II. Dispositions générales concernant l'exécution de la convention**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre de la législation sur les sanctions administratives communales, en particulier l'arrêté royal du 28 janvier 2014, l'Etat fédéral met à la disposition de la Ville un poste de médiateur à temps plein pour l'arrondissement judiciaire de Tournai<sup>1</sup>.

La présente convention vise à faciliter l'application par les villes et communes des dispositions légales et réglementaires relatives aux sanctions administratives communales. Les villes et communes signataires de la présente convention s'engagent donc à respecter ces dispositions.

### **Article 2**

La Ville s'engage à affecter le poste de médiateur à la mise en place et à l'application de la procédure de médiation, en application entre autres de la loi du 24 juin 2013 et de l'arrêté royal du 28 janvier 2014.

### **Article 3**

Le médiateur doit être âgé de minimum 18 ans et disposer d'un casier judiciaire vierge. Le médiateur doit disposer d'une licence ou d'un master en droit ou en criminologie. Le médiateur devra en outre être doté d'une expérience professionnelle dans le domaine de la médiation ou être en possession d'un diplôme de formation à la médiation ou, encore, être prêt à suivre une telle formation.

Le médiateur subventionné par la Politique des grandes villes doit être rémunéré selon le barème fixé pour une fonction de niveau A au niveau de l'administration communale. Il est engagé en vertu d'un contrat de travail à durée indéterminée se conformant aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

### **Article 4**

Afin que le médiateur puisse exercer sa mission au niveau de l'arrondissement judiciaire de Tournai<sup>1</sup>, la Ville s'engage à conclure des partenariats avec les villes et communes volontaires ressortissant dudit arrondissement. Les termes dudit partenariat seront précisés dans une (des) convention(s) intercommunale(s).

### **Article 5**

En application de l'article 9 de l'arrêté royal du 28 janvier 2014, la Ville mettra à la disposition du médiateur un local adapté afin que celui-ci puisse effectuer ses séances de médiation dans des conditions optimales.

Par ailleurs, la Ville fournira le support administratif nécessaire à l'exercice de la fonction de médiateur.

### **Article 6**

L'Etat fédéral s'engage à offrir à la Ville un soutien méthodologique à la demande, concernant la mise en œuvre de la procédure de médiation. Celui-ci sera assuré par le Service politique des grandes villes du service public de programmation (SPP) intégration sociale.

---

<sup>1</sup> Défini avant l'entrée en vigueur de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires

L'Etat fédéral organisera régulièrement des réunions d'échanges d'expérience pour les médiateurs engagés dans les différentes villes du pays, dans le cadre de la présente mesure.

#### **Article 7**

La Ville s'engage à autoriser et laisser le temps nécessaire au médiateur pour participer aux réunions d'échanges d'expérience organisées par l'Etat fédéral.

#### **Article 8**

La Ville s'engage à transmettre au Service politique des grandes villes dans les quatre mois qui suivent la fin de la présente convention le rapport d'activités du service de médiation mis en place, approuvé par le Collège communal.

#### **Article 9**

Une collaboration avec le fonctionnaire sanctionnateur et les autres services en charge des sanctions administratives communales est la condition première de la réussite de la mission du médiateur. C'est pourquoi la Ville s'engage à établir une coopération structurelle entre le fonctionnaire sanctionnateur (inter)communal et le médiateur, afin qu'un maximum de dossiers où la médiation serait plus opportune que l'amende administrative lui soient communiqués.

La Ville s'engage par ailleurs à informer l'éventuel fonctionnaire sanctionnateur communal, le chef de corps de la zone de police, le fonctionnaire sanctionnateur provincial ainsi que les agents désignés par le Conseil communal pour constater une infraction aux règlements communaux, de la présente convention et des coordonnées précises de la personne désignée pour exercer la fonction de médiateur.

La Ville s'engage enfin à prendre ou à soutenir diverses initiatives afin de promouvoir en interne et à l'extérieur la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales.

### **III. Dispositions financières**

#### **Section 1 : Financement pris en charge par l'Etat fédéral**

#### **Article 10**

L'Etat fédéral s'engage à prendre en charge les frais relatifs à la rémunération du médiateur, ainsi que les frais de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de sa fonction.

A cette fin, l'Etat fédéral alloue à la Ville une subvention de maximum **53.600,00 €** par an, à utiliser dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

#### **Article 11**

Tous les aspects administratifs et financiers de la présente convention sont explicités dans les directives financières édictées par le service politique des grandes villes et jointes en annexe.

Seuls seront pris en compte :

- les frais de personnel (médiateur), de fonctionnement et d'investissement qui ont un lien réel et direct avec la mise en œuvre de la présente convention;
- les dépenses pour lesquelles des factures, des notes de frais, des tickets de caisse ou des reçus peuvent être présentés.

Les frais de fonctionnement et d'investissement ne peuvent dépasser au total 15 % du montant du subside, sauf si la Ville prouve le caractère raisonnable et justifié des frais engendrés.

## **Article 12**

La Ville s'engage à rembourser à l'Etat fédéral les montants qui n'auront pas été utilisés ou employés conformément aux dispositions de la présente convention.

## **Section 2 : Procédure de paiement**

## **Article 13**

Sous réserve des crédits disponibles, le paiement de la subvention allouée par l'Etat fédéral se fera de la manière suivante :

- Une première tranche de paiement équivalente, pour l'année concernée, à 50 % de la subvention, dans les trois mois qui suivent la signature de la présente convention.
- Une deuxième tranche équivalente au solde de la subvention, sur la base d'une déclaration de créance et d'un décompte final reprenant les justificatifs correspondant à la première tranche et au solde demandé, et après l'approbation du rapport d'activités rendu par la Ville.

Le rapport d'activités, la déclaration de créance et le décompte final doivent être transmis au Service politique des grandes villes dans les quatre mois qui suivent la fin de la présente convention.

La déclaration de créance est datée, signée et certifiée sincère et véritable. Le décompte final sera établi en utilisant les modèles de tableau mis à disposition par le Service politique des grandes villes.

La déclaration de créance et le décompte final sont introduits en deux exemplaires sous format papier.

Le rapport d'activité est transmis à l'administration fédérale en 1 exemplaire par la poste et par voie électronique (par e-mail sous format Word).

Le rapport d'activité doit être rédigé selon le modèle fourni par le Service politique des grandes villes.

## **Article 14**

L'Etat fédéral s'engage, conformément aux normes en vigueur et à la procédure de paiement mentionnée ci-dessus, à virer les montants imputés et approuvés sur le compte bancaire ....., au nom de la Ville de Tournai, avec en communication la mention *Médiation SAC 2014*.

Le traitement administratif se déroulera sous la surveillance du Service politique des grandes villes et du Service subsides et marchés publics du SPP intégration sociale, boulevard du Roi Albert II 30, 26<sup>ème</sup> étage, à 1000 Bruxelles.

## **Article 15**

La Ville communique à l'administration de la politique des grandes villes les coordonnées du responsable administratif en charge du suivi administratif et financier de la convention.

## **IV. Communication**

## **Article 16**

Les parties s'engagent à échanger en temps utile toute information pertinente liée à la bonne exécution de la présente convention.

En outre, la Ville s'engage dans sa communication, à faire connaître au public l'origine des fonds utilisés et la présente convention, notamment par la mention «avec le soutien de la Politique fédérale des grandes villes», ainsi que l'apposition du logo de l'État fédéral et de la Politique des grandes villes.

## **V. Rectification et modification éventuelle de la présente convention**

### **Article 17**

A la demande de l'une des parties, des rectifications et des modifications de la présente convention peuvent être apportées. Les rectifications éventuelles font l'objet d'une concertation préalable et doivent de ce fait être notifiées à temps auprès du Service politique des grandes villes.

Chaque modification est négociée de la même manière que la convention initiale.

## **VI. Durée de la convention**

### **Article 18**

La présente convention entre en vigueur le ..... 2014. Sa durée est annuelle.

Elle pourra être reconduite, moyennant la signature d'une nouvelle convention.».

3. Centre public d'action sociale (CPAS). Démission d'une conseillère. Nouvelle désignation. Approbation.

Monsieur le **Président** de séance donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

En séance du 3 décembre 2012, vous avez élu de plein droit les candidats au Conseil de l'action sociale de Tournai présentés par les cinq groupes politiques constituant votre assemblée.

Conformément aux articles 6 et 10 de la Loi organique des Centres publics d'action sociale (CPAS), la répartition est la suivante :

pour le PS : 6 candidats

MR: 4 candidats

CDH : 1 candidat

ECOLO : 1 candidat

TOURNAI PLUS : 1 candidat.

Les listes répondant aux règles fixées par les articles 6, 7, 9 et 10 alinéa 8 de la Loi organique ont été déclarées recevables comme suit :

NOM	PRENOM	N° DE REGISTRE	ADRESSE
-----	--------	-------------------	---------

		NATIONAL	
<u>Liste Groupe PS :</u> LECLERCQ LEFEBVRE DESCHAMPS CABY COLIN LIETAR	Rita Bernard Isabelle Jean-Paul Marie-Line Sylvie	520406-13.826 640419-139.81 550123-124.57 470306-133.16 630626-154.43 631015-130.37	Vieux Chemin d'Ath, 193 à 7548 Warchin Avenue des Alliés, 134 à 7540 Kain Rue Jeanne d'Arc, 11 à 7500 Tournai Rue Trenchon, 16 à 7502 Esplechin Place, 14 à 7500 Saint-Maur Chaussée Romaine, 172 à 7500 Ere
<u>Liste Groupe MR :</u> VIEREN LAMBRICKX DESCARPENTRY DEBOUVERIE- VANDECAVEYE	Jean-Louis David Sandrina Josée-Anne	631222-129.36 750710-379.72 670607-134.38 630827-148.33	Rue du Charron, 11 à 7522 Marquain Place de Gaurain, 1 à 7530 Gaurain- Ramecroix Chaussée de Lille, 416 à 7501 Orcq Rue de Marvis, 5 à 7500 Tournai
<u>Liste Groupe CDH :</u> SCHILLINGS	François	760124-307.91	Boulevard des Déportés, 44 bte 2 à 7500 Tournai
<u>Liste Groupe ECOLO :</u> FONTAINE	Marie- Joseph	520111-344.37	Rue Sergent Lefebvre, 23 à 7520 Templeuve
<u>Liste Groupe TOURNAI PLUS :</u> BERTON	Marie- Hélène	600718-102.85	Rue Louvière, 81/A à 7530 Gaurain- Ramecroix

Pour le groupe ECOLO, Mme Marie-Joseph FONTAINE a présenté sa démission par courrier électronique adressé le mardi 16 décembre 2014 au Bourgmestre empêché, M. Rudy DEMOTTE, et à la présidente du CPAS, Mme Rita LECLERCQ.

Pour la remplacer, en l'absence de suppléant(e), le groupe ECOLO a désigné M. Jean-François LETULLE domicilié n°8A rue du Reposoir à 7542 Mont Saint-Aubert, qui remplit les conditions d'éligibilité énoncées aux articles 7, 8 et 9 de la Loi organique et qui a fourni un acte de présentation signé par lui-même et deux des trois représentants du parti ECOLO au Conseil communal.

Au Conseil de l'action sociale, le nombre de membres de sexe masculin est inférieur au nombre de membres de sexe féminin (5 contre 8). Conformément à l'article 14 de la Loi organique des Centre publics d'action sociale, le choix du groupe ECOLO pouvait, dès lors, porter sur un membre de l'un ou l'autre sexe pour remplacer Mme FONTAINE.

Nous vous invitons à élire de plein droit M. Jean-François LETULLE (groupe ECOLO) qui remplit les conditions d'éligibilité en qualité de membre du Conseil de l'action sociale de Tournai.

Il prêtera serment entre les mains de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, en présence de M. le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, qui en dressera procès-verbal remis à Madame la Présidente du Centre public d'action sociale, Rita LECLERCQ.

La délibération et l'acte de présentation seront également transmis à Madame la Présidente du Centre public d'action sociale, Rita LECLERCQ, et à l'autorité de tutelle.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 3 décembre 2012, il a élu de plein droit les candidats au Conseil de l'action sociale de Tournai présentés par les cinq groupes politiques le constituant;

Considérant que conformément aux articles 6 et 10 de la Loi organique des Centres publics d'action sociale (CPAS), cette désignation est la suivante :

pour le PS : 6 candidats

MR: 4 candidats

CDH : 1 candidat

ECOLO : 1 candidat

TOURNAI PLUS : 1 candidat;

Considérant que les listes répondant aux règles fixées par les articles 6, 7, 9 et 10 alinéa 8 de la Loi organique ont été déclarées recevables comme suit :

NOM	PRENOM	N° DE REGISTRE NATIONAL	ADRESSE
<u>Liste Groupe PS :</u> LECLERCQ LEFEBVRE DESCHAMPS CABY COLIN LIETAR	Rita Bernard Isabelle Jean-Paul Marie-Line Sylvie	520406-13.826 640419-139.81 550123-124.57 470306-133.16 630626-154.43 631015-130.37	Vieux Chemin d'Ath, 193 à 7548 Warchin Avenue des Alliés, 134 à 7540 Kain Rue Jeanne d'Arc, 11 à 7500 Tournai Rue Trenchon, 16 à 7502 Esplechin Place, 14 à 7500 Saint-Maur Chaussée Romaine, 172 à 7500 Ere
<u>Liste Groupe MR :</u> VIEREN LAMBRICKX DESCARPENTRY DEBOUVERIE- VANDECAVEYE	Jean-Louis David Sandrina Josée-Anne	631222-129.36 750710-379.72 670607-134.38 630827-148.33	Rue du Charron, 11 à 7522 Marquain Place de Gaurain, 1 à 7530 Gaurain- Ramecroix Chaussée de Lille, 416 à 7501 Orcq Rue de Marvis, 5 à 7500 Tournai
<u>Liste Groupe CDH :</u> SCHILLINGS	François	760124-307.91	Boulevard des Déportés, 44 bte 2 à 7500 Tournai
<u>Liste Groupe ECOLO :</u> FONTAINE	Marie- Joseph	520111-344.37	Rue Sergent Lefebvre, 23 à 7520 Templeuve
<u>Liste Groupe TOURNAI PLUS :</u> BERTON	Marie- Hélène	600718-102.85	Rue Louvière, 81/A à 7530 Gaurain- Ramecroix



Considérant que, pour le groupe ECOLO, Mme Marie-Joseph FONTAINE a présenté sa démission par courrier électronique adressé au Bourgmestre empêché, M. Rudy DEMOTTE, et à la présidente du CPAS, Mme Rita LECLERCQ, le mardi 16 décembre 2014;

Considérant qu'en l'absence de suppléant(e), le groupe ECOLO a désigné pour la remplacer, sur acte de présentation, M. Jean-François LETULLE domicilié n°8A rue du Reposoir à 7542 Mont Saint-Aubert, qui remplit les conditions d'éligibilité énoncées aux articles 7, 8 et 9 de la Loi organique des Centres publics d'action sociale;

Considérant qu'au Conseil de l'action sociale, le nombre de membres de sexe masculin est inférieur au nombre de membres de sexe féminin (5 contre 8) et que, conformément à l'article 14 de la Loi organique des Centres publics d'action sociale, le choix du groupe ECOLO pouvait, dès lors, porter sur un membre de l'un ou l'autre sexe pour remplacer Mme FONTAINE;

Considérant que le nouveau membre du Conseil de l'action sociale prêtera serment entre les mains de M. l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, en présence de M. le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, qui en dressera procès-verbal remis à Madame la Présidente du Centre public d'action sociale, Rita LECLERCQ;

Considérant que la présente délibération ainsi que l'acte de présentation seront également transmis à Madame la Présidente du Centre public d'action sociale, Rita LECLERCQ ainsi qu'à l'autorité de tutelle;

A l'unanimité;

**ACCEPTE :**

la démission de Mme **Marie-Joseph FONTAINE** (groupe ECOLO);

**ELIT :**

de plein droit M. **Jean-François LETULLE** (groupe ECOLO) domicilié rue du Reposoir, 8A à 7542 Mont-Saint-Aubert, en qualité de membre du Conseil de l'action sociale de Tournai, en remplacement de Mme Marie-Joseph FONTAINE (groupe ECOLO) qui a présenté sa démission le 16 décembre 2014.

4. ASBL Verts Horizons. Dissolution non opérée. Autorisation d'ester en justice. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

Depuis le 6 janvier 2011, date de la séance du conseil d'administration de l'ASBL Verts Horizons au cours de laquelle 6 de ses membres dont le président, le secrétaire, les 2 trésoriers et une vice-présidente ont remis leur démission, l'ASBL Verts Horizons n'a plus eu aucune activité, et ce après avoir décidé de répartir entre ses membres les avoirs de l'ASBL.

Nous avons décidé en séance du 21 février 2014 d'effectuer une dernière tentative auprès des membres de l'ASBL Verts Horizons (par voie d'une sensibilisation des chefs de groupe) en vue de provoquer une dissolution volontaire de ladite ASBL dans le souci de régulariser sa situation tant administrative que comptable.

Au terme de la réunion des chefs de groupe, il avait été décidé de procéder à la liquidation de cette ASBL.

En vue d'éviter tout risque d'irrecevabilité de l'action qui serait entamée par la Ville, il avait été convenu de procéder comme suit : envoi d'un ultime courrier de mise en demeure par un avocat désigné par la Ville à tous les membres de cette ASBL les invitant à prendre toutes les mesures utiles pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à la liquidation de l'ASBL. A défaut, c'est la Ville qui entamerait l'action judiciaire visant à obtenir un jugement ordonnant sa liquidation.

En séance du 4 avril 2014, nous avons désigné Maître Pascal DETOURNAY, avocat à Mouscron, en vue d'accomplir les formalités citées ci-avant. Celui-ci a adressé à chaque membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'ASBL une mise en demeure restée sans effet, de sorte qu'à ce jour, la dissolution de l'ASBL Verts Horizons n'a toujours pas été opérée.

Par courrier du 26 décembre 2014, Maître Pascal DETOURNAY a invité la Ville à lui faire part de ses intentions, mais également de ses instructions quant à la suite qu'il convient d'apporter à son action.

L'immobilisme des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'ASBL Verts Horizons contraint la Ville à entamer une action judiciaire visant à obtenir un jugement ordonnant sa liquidation.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à autoriser le Collège communal à ester en justice à l'encontre de l'ASBL Verts Horizons en vue d'obtenir sa dissolution judiciaire."

Le Conseil communal, par 31 voix pour et 3 abstentions, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que, depuis le 6 janvier 2011, date de la séance du conseil d'administration de l'ASBL Verts Horizons au cours de laquelle 6 de ses membres dont le président, le secrétaire, les 2 trésoriers et une vice-présidente ont remis leur démission, l'ASBL Verts Horizons n'a plus eu aucune activité, et ce après avoir décidé de répartir entre ses membres les avoirs de l'ASBL;

Considérant la décision du Collège communal prise en séance du 21 février 2014 d'effectuer une dernière tentative auprès des membres de l'ASBL Verts Horizons (par voie d'une sensibilisation des chefs de groupe) en vue de provoquer une dissolution volontaire de l'ASBL dans le souci de régulariser sa situation tant administrative que comptable;

Considérant qu'au terme de la réunion des chefs de groupe, il avait été décidé de procéder à la liquidation de cette ASBL;

Considérant qu'en vue d'éviter tout risque d'irrecevabilité de l'action qui serait entamée par la Ville, il avait été convenu de procéder comme suit : envoi d'un ultime courrier de mise en demeure par un avocat désigné par la Ville à tous les membres de cette ASBL les invitant à prendre toutes les mesures utiles pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à la liquidation de l'ASBL. A défaut, c'est la Ville qui entamerait l'action judiciaire visant à obtenir un jugement ordonnant la liquidation de cette ASBL;

Considérant la décision du Collège communal prise en séance du 4 avril 2014 de désigner Maître Pascal DETOURNAY, avocat à Mouscron, en vue d'accomplir les formalités citées ci-avant;

Considérant que celui-ci a adressé à chaque membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'ASBL une mise en demeure restée sans effet, de sorte qu'à ce jour, la dissolution de l'ASBL Verts Horizons n'est toujours pas opérée;

Considérant que, par courrier du 26 décembre 2014, Maître Pascal DETOURNAY a invité la Ville à lui faire part de ses intentions mais également de ses instructions quant à la suite qu'il convient d'apporter à son action;

Considérant que l'immobilisme des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'ASBL Verts Horizons contraint la Ville à entamer une action judiciaire visant à obtenir un jugement ordonnant sa liquidation;

Vu l'article L 1241-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Par 31 voix pour et 3 abstentions;

#### **DECIDE :**

d'autoriser le Collège communal à ester en justice à l'encontre de l'ASBL Verts Horizons en vue d'obtenir sa dissolution judiciaire.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, M. E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

5. Arsenal des pompiers. Précompte immobilier. Ancien Hôtel Dexia. Marché de travaux. Contentieux. Convention transactionnelle. Approbation.

Madame l'Echevine **L.LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

Un contentieux oppose la Ville de Tournai et la SA DHERTE concernant le marché de travaux dénommé lot 10 «*Agencement, menuiserie intérieure, vitrerie*» relatif au «*marché public de travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel DEXIA*» à Tournai.

Au jour du dépôt des soumissions (29 novembre 2010), 3 offres avaient été déposées :

- SA DHERTE pour 268.214,21 € hors TVA
- SPRL ACTUEL DESIGN pour 407.285,80 € hors TVA
- SPRL LAURENT pour 455.128,35 € hors TVA

Par courrier du 8 juillet 2011, la Ville a notifié sa désignation à la SA DHERTE sans l'avoir préalablement interrogée sur son prix, pourtant inférieur de 59,77 % à la propre estimation réalisée par l'auteur de projet MICHELIN.

Le marché attribué comportait, notamment, la fourniture de matériaux très spécifiques.

A l'occasion de la commande des fournitures, la SA DHERTE s'est rendu compte qu'elle avait remis une offre entachée de prix très anormalement bas en raison de la mauvaise appréciation de la valeur des fournitures imposées par les documents d'adjudication.

Elle a, par courrier motivé du 23 mars 2012, exposé l'erreur commise et a sollicité le rétablissement de l'équilibre financier qu'elle a fixé à la somme de 111.926,37 €, cette somme représentant la différence entre le prix de sa soumission (268.214,21 € hors TVA) et le prix de revient réel, hors de toute marge bénéficiaire (380.140,58 €).

La SA DHERTE a fondé sa demande en droit sur les dispositions de l'article 15 de la loi du 24 décembre 1993 et des § 2 et § 3 de l'article 110 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996.

L'exigence de régularité prévue par l'article 15 de la loi du 24 décembre 1993 et la procédure de vérification des prix anormaux prévue à l'article 110 § 3 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, sont des dispositions prévues tant dans l'intérêt des soumissionnaires que dans celui du pouvoir adjudicateur. La SA DHERTE en a conclu qu'elle aurait dû être interrogée sur ces prix et qu'il en aurait résulté la constatation que son offre était irrégulière, ce qui aurait évité son préjudice.

La SA DHERTE a accepté comme concession d'exécuter les travaux à leur prix de revient sans aucune marge bénéficiaire et a adressé le 14 mai 2012 par courrier recommandé de son conseil, M. Philippe HOREMANS, un projet de convention transactionnelle auquel il n'a pas été répondu.

Par ailleurs, un second contentieux oppose la Ville à la SA DHERTE relatif à l'arsenal des pompiers.

Par convention du 6 décembre 2004, la SA DHERTE a consenti à la Ville, pour une durée de trente ans, un bail portant sur un immeuble à usage exclusif d'arsenal de pompiers situé avenue de Maire, 91, à Tournai, qu'elle avait aménagé à cette fin à la demande expresse de la Ville.

En séance du 18 juin 2012, vous nous avez autorisés à intervenir volontairement dans le cadre de l'action judiciaire introduite à l'encontre de l'administration fiscale par la SA DHERTE en vue d'obtenir l'exonération du revenu cadastral et, partant, du précompte immobilier de cette parcelle de terrain avec bâtiments donnée en location à la Ville à usage d'arsenal des pompiers pour l'activité de son Service incendie.

Pour rappel, la SA DHERTE a marqué son accord de principe pour porter la réclamation à l'encontre dudit précompte devant les tribunaux à condition que la Ville s'engage, d'une part, à en supporter les honoraires et frais, et d'autre part, à intervenir volontairement dans le cadre de ladite procédure.

L'article 4 de la convention de bail précisait que *«le preneur assumera, à l'entière décharge du bailleur, toutes les charges afférentes audit bien (charges de locataire et de propriétaire). Il supportera tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués par l'Etat, la Province, la Commune ou toute autre autorité publique»*.

Chaque année depuis 2007, la SA DHERTE a été enrôlée au précompte immobilier sur le bien donné en location à la Ville.

La SA DHERTE a invité chaque année la Ville à lui rembourser les précomptes immobiliers suivants :

- enrôlement exercice 2007 (terrain nu) :	142,22 €
- enrôlement exercice 2007 (construit) :	19.132,47 €
- enrôlement exercice 2008 (terrain nu) :	144,53 €
- enrôlement exercice 2008 (construit) :	19.479,92 €
- enrôlement exercice 2009 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2010 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2011 :	<u>20.942,92 €</u>
<b>Soit un total de :</b>	<b>100.854,61 €</b>

Par courrier officiel du 17 février 2012, la Ville a reconnu sa dette et s'est engagée, sans réserve, à régler les sommes dues (hors intérêts et pénalités). Une somme a été payée le 21 mars 2014 à concurrence de 81.722,14 € par compensation d'une créance TVA sur la SA DHERTE.

A la demande de la Ville, la SA DHERTE a systématiquement introduit une réclamation à l'encontre desdites impositions.

La Ville a invité, par courrier du 16 mai 2012, la SA DHERTE à introduire un recours fiscal devant le tribunal de première instance de Mons pour permettre à la Ville d'être exonérée de cette imposition, ce que la SA DHERTE a accepté de faire.

La requête a été déposée devant le tribunal de première instance le 16 novembre 2012.

Par jugement du 7 octobre 2013, la chambre fiscale a déclaré:

- irrecevable, le recours fiscal relatif aux exercices 2008 à 2011 ainsi que pour l'exercice 2007, article 175.824.828 (terrain nu : 142,22 €), au motif que le recours aurait dû être introduit non pas le 16 novembre 2012, mais au plus tard trois mois après le 18 avril 2012;

- recevable, le recours relatif à l'exercice 2007 article 900.299 (19.132,47 €).

La Ville motive sa demande de remboursement par la circonstance que la SA DHERTE a omis de l'avertir en temps utile de la décision prise par la direction générale des contributions le 18 avril 2012 et que cette omission a eu pour conséquence l'introduction hors délai de la requête devant les tribunaux et ce pour les exercices précisés ci-avant .

Par jugement du 3 mars 2014, la chambre fiscale a déclaré recevable et fondé le recours fiscal de la SA DHERTE relatif à l'exercice 2007 article 900.299 (19.132,47 €) et a annulé la cotisation de précompte immobilier enrôlée le 21 août 2009 sous l'article 900299.

Ces deux jugements n'ont pas été signifiés.

La SA DHERTE, compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale, a crédité la Ville de Tournai de la somme de 19.132,47 € relative à l'exercice 2007 article 900.299. Indépendamment de la procédure fiscale, la SA DHERTE a transmis à la Ville les enrôlements suivants :

- enrôlement exercice 2012 : 21.684,23 €
- enrôlement exercice 2013 : 22.299,66 €
- enrôlement exercice 2014 : 22.547,68 €

L'exercice 2012 n'a pas été payé par la Ville et la SA DHERTE, compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale, a annulé sa demande de paiement.

L'exercice 2013 a été payé par la Ville à la SA DHERTE et remboursé compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale.

L'enrôlement de l'exercice 2014 reste dû par la Ville (transmis par courrier du 26 septembre 2014 – note de débit 007/2014 du 26 septembre 2014).

Une réclamation a été introduite par la SA DHERTE au bénéfice de la Ville de Tournai auprès de l'administration fiscale à cette même date. L'administration fiscale a accusé réception de cette réclamation en date du 8 octobre 2014.

Cette réclamation devant être traitée distinctement de la procédure d'appel, il incombe à la Ville de Tournai de rembourser l'avance de charge de précompte, échue le 19 novembre 2014, faite pour son compte par la SA DHERTE.

La Ville de Tournai, eu égard au jugement rendu le 3 mars 2014, a envisagé de recouvrer à charge de la SA DHERTE les sommes suivantes :

- enrôlement exercice 2007 (terrain nu) :	142,22 €
- enrôlement exercice 2008 (terrain nu) :	144,53 €
- enrôlement exercice 2008 (construit) :	19.479,92 €
- enrôlement exercice 2009 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2010 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2011 :	<u>20.942,92 €</u>
<b>Soit un total de :</b>	<b>81.722,14 €</b>

La SA DHERTE conteste cette demande.

Par requête du 23 juillet 2014, l'Etat belge a fait appel du jugement rendu le 3 mars 2014.

Les parties ne souhaitent pas entreprendre des procédures longues et coûteuses, mais, au contraire, trouver une solution juste et équilibrée pour résoudre définitivement et irrévocablement ces deux contentieux «DEXIA» et «ARSENAL» dont les aspects ont été évoqués ci-avant.

A cet effet, un unique projet de convention transactionnelle a été établi, destiné à mettre un terme aux 2 contentieux.

Nous vous invitons, Mesdames et Messieurs, à marquer votre accord sur les termes du projet de convention transactionnelle qui vous est soumis."

Monsieur le **Président** de séance cède la parole à Madame la Conseillère communale Ecolo **M.-C. LEFEBVRE** :

"Monsieur le Président,

Sur le contentieux Ville-DHERTE au sujet du marché public DEXIA, ECOLO s'est montré sceptique à plusieurs reprises sur les avenants importants relatifs à la rénovation de ce bâtiment. Invariablement, le Collège nous répondait qu'il s'agissait du problème de faillite de l'entrepreneur général. Pourtant, nous avons relevé un à un tous ces avenants et nous avons constaté que l'entrepreneur général failli n'était pas nécessairement présent dans le marché concerné.

Autres exemples d'avenants :

- sanitaires : offre initiale : 425.000,00 €; supplément : 52.000,00 €
- parachèvement (plâtre, doublage) : offre initiale : 790.000,00 €. 1<sup>er</sup> supplément : 372.000 €; 2<sup>ème</sup> supplément : 94 000,00 € ; soit une augmentation de 466.000,00 €."

Le Conseil communal, par 31 voix pour et 3 abstentions, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'un contentieux oppose la Ville de Tournai à la SA DHERTE concernant le marché de travaux dénommé lot 10 «*Agencement, menuiserie intérieure, vitrerie*» relatif au «*marché public de travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel DEXIA*» à Tournai;

Considérant qu'au jour du dépôt des soumissions (29 novembre 2010), 3 offres avaient été déposées :

- SA DHERTE pour 268.214,21 € hors TVA;
- SPRL ACTUEL DESIGN pour 407.285,80 € hors TVA;
- SPRL LAURENT pour 455.128,35 € hors TVA;

Considérant que, par courrier du 8 juillet 2011, la Ville a notifié sa désignation à la SA DHERTE sans l'avoir préalablement interrogée sur son prix, pourtant inférieur de 59,77 % à la propre estimation réalisée par l'auteur de projet MICHELIN;

Considérant que le marché attribué comportait, notamment, la fourniture de matériaux très spécifiques;

Considérant qu'à l'occasion de la commande des fournitures, la SA DHERTE s'est rendu compte qu'elle avait remis une offre entachée de prix très anormalement bas en raison de la mauvaise appréciation de la valeur des fournitures imposées par les documents d'adjudication;

Considérant que, par courrier motivé du 23 mars 2012, elle a exposé l'erreur commise et sollicité le rétablissement de l'équilibre financier qu'elle a fixé à la somme de 111.926,37 €, cette somme représentant la différence entre le prix de sa soumission (268.214,21 € hors TVA) et le prix de revient réel, hors de toute marge bénéficiaire (380.140,58 €);

Considérant que la SA DHERTE fondait sa demande en droit sur les dispositions de l'article 15 de la loi du 24 décembre 1993 et des § 2 et § 3 de l'article 110 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996;

Considérant que l'exigence de régularité prévue par l'article 15 de la loi du 24 décembre 1993 et la procédure de vérification des prix anormaux prévue à l'article 110 § 3 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 sont des dispositions prévues tant dans l'intérêt des soumissionnaires que dans celui du pouvoir adjudicateur;

Considérant que la SA DHERTE en a conclu qu'elle aurait dû être interrogée sur ces prix et qu'il en aurait résulté la constatation que son offre était irrégulière, ce qui aurait évité son préjudice;

Considérant que la SA DHERTE a accepté comme concession d'exécuter les travaux à son prix de revient sans aucune marge bénéficiaire et a adressé le 14 mai 2012 par courrier recommandé de son conseil, M. Philippe HOREMANS, un projet de convention transactionnelle auquel il ne fut pas répondu;

Considérant qu'un second contentieux relatif à l'arsenal des pompiers oppose la Ville de Tournai à la SA DHERTE;

Considérant que, par convention du 6 décembre 2004, la SA DHERTE a consenti à la Ville, pour une durée de trente ans, un bail portant sur un immeuble à usage exclusif d'arsenal de pompiers situé avenue de Maire, 91, à Tournai, qu'elle avait aménagé à cette fin à la demande expresse de la Ville;

Considérant sa délibération du 18 juin 2012 portant décision d'autoriser le Collège communal à intervenir volontairement dans le cadre de l'action judiciaire introduite à l'encontre de l'administration fiscale par la SA DHERTE en vue d'obtenir l'exonération du revenu cadastral et, partant, du précompte immobilier de cette parcelle de terrain avec bâtiments donnée en location à la Ville à usage d'arsenal des pompiers pour l'activité de son Service incendie;

Considérant, pour rappel, que la SA DHERTE a marqué son accord de principe pour porter la réclamation à l'encontre dudit précompte devant les tribunaux à condition que la Ville s'engage, d'une part, à en supporter les honoraires et frais et, d'autre part, à intervenir volontairement dans le cadre de ladite procédure;



Considérant que l'article 4 de la convention de bail précisait que *«le preneur assumera, à l'entière décharge du bailleur, toutes les charges afférentes audit bien (charges de locataire et de propriétaire). Il supportera tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués par l'Etat, la Province, la Commune ou toute autre autorité publique»*;

Considérant que chaque année depuis 2007, la SA DHERTE a été enrôlée au précompte immobilier sur le bien donné en location à la Ville;

Considérant que la SA DHERTE a donc invité chaque année la Ville à lui rembourser les précomptes immobiliers suivants :

- enrôlement exercice 2007 (terrain nu) :	142,22 €
- enrôlement exercice 2007 (construit) :	19.132,47 €
- enrôlement exercice 2008 (terrain nu) :	144,53 €
- enrôlement exercice 2008 (construit) :	19.479,92 €
- enrôlement exercice 2009 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2010 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2011 :	<u>20.942,92 €</u>
Soit un total de :	100.854,61 €;

Considérant que par courrier officiel du 17 février 2012, la Ville a reconnu sa dette et s'est engagée, sans réserve, à régler les sommes dues (hors intérêts et pénalités) et qu'une somme a été payée le 21 mars 2014 à concurrence de 81.722,14 € en compensation d'une créance TVA à la SA DHERTE;

Considérant qu'à la demande de la Ville, la SA DHERTE a systématiquement introduit une réclamation à l'encontre desdites impositions;

Considérant que la Ville a invité, par courrier du 16 mai 2012, la SA DHERTE à introduire un recours fiscal devant le tribunal de première instance de Mons pour lui permettre d'être exonérée de cette imposition, ce que la SA DHERTE a accepté de faire;

Considérant que la requête a été déposée devant le tribunal de première instance le 16 novembre 2012;

Considérant que par jugement du 7 octobre 2013, la chambre fiscale a déclaré :

- irrecevable, le recours fiscal relatif aux exercices 2008 à 2011 ainsi que pour l'exercice 2007, article 175.824.828 (terrain nu : 142,22 €), au motif que le recours aurait dû être introduit non pas le 16 novembre 2012, mais au plus tard trois mois après le 18 avril 2012;
- recevable, le recours relatif à l'exercice 2007 article 900.299 (19.132,47 €);

Considérant que la Ville motive sa demande de remboursement par la circonstance que la SA DHERTE a omis de l'avertir en temps utile de la décision prise par la direction générale des contributions le 18 avril 2012 et que cette omission a eu pour conséquence l'introduction hors délai de la requête devant les tribunaux et ce, pour les exercices précisés ci-avant;

Considérant que, par jugement du 3 mars 2014, la chambre fiscale a déclaré recevable et fondé le recours fiscal de la SA DHERTE relatif à l'exercice 2007 article 900.299 (19.132,47 €) et a annulé la cotisation de précompte immobilier enrôlée le 21 août 2009 sous l'article 900299;

Considérant que ces deux jugements n'ont pas été signifiés;

Considérant que la SA DHERTE, compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale, a crédité la Ville de Tournai de la somme de 19.132,47 € relative à l'exercice 2007 - article 900.299;

Considérant qu'indépendamment de la procédure fiscale, la SA DHERTE a transmis à la Ville de Tournai les enrôlements suivants :

- enrôlement exercice 2012 : 21.684,23 €;
- enrôlement exercice 2013 : 22.299,66 €;
- enrôlement exercice 2014 : 22.547,68 €;

Considérant que l'exercice 2012 n'a pas été payé par la Ville et que la SA DHERTE, compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale, a annulé sa demande de paiement;

Considérant que l'exercice 2013 a été payé par la Ville à la SA DHERTE et remboursé compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale;

Considérant que l'enrôlement de l'exercice 2014 reste dû par la Ville (transmis par courrier du 26 septembre 2014 – note de débit 007/2014 du 26 septembre 2014), qu'une réclamation a été introduite par la SA DHERTE au bénéfice de la Ville de Tournai auprès de l'administration fiscale à cette même date et que celle-ci a accusé réception de cette réclamation en date du 8 octobre 2014;

Considérant que cette réclamation doit être traitée distinctement de la procédure d'appel et qu'il incombe à la Ville de rembourser l'avance de charge de précompte, échue le 19 novembre 2014, faite pour son compte par la SA DHERTE;

Considérant que la Ville de Tournai, eu égard au jugement rendu le 3 mars 2014, a envisagé de recouvrer à charge de la SA DHERTE les sommes suivantes :

- enrôlement exercice 2007 (terrain nu) :	142,22 €
- enrôlement exercice 2008 (terrain nu) :	144,53 €
- enrôlement exercice 2008 (construit) :	19.479,92 €
- enrôlement exercice 2009 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2010 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2011 :	<u>20.942,92 €</u>
<b>Soit un total de :</b>	<b>81.722,14 €;</b>

Considérant que la SA DHERTE conteste cette demande;

Considérant que, par requête du 23 juillet 2014, l'Etat belge a fait appel du jugement rendu le 3 mars 2014;

Considérant que les parties ne souhaitent pas entreprendre des procédures longues et coûteuses mais, au contraire, trouver une solution juste et équilibrée pour résoudre définitivement et irrévocablement ces deux contentieux «DEXIA» et «ARSENAL» dont les aspects ont été évoqués ci-avant;

Considérant qu'un unique projet de convention transactionnelle a été établi, destiné à mettre un terme aux deux contentieux évoqués ci-avant;

Considérant l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de M. le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 abstentions;

#### **APPROUVE :**

1) le principe de mettre un terme aux deux litiges qui opposent la Ville de Tournai et la SA DHERTE concernant :

- le marché de travaux dénommé «*lot 10 - Agencement, menuiserie intérieure, vitrerie*» *relatif au marché public de travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel DEXIA à Tournai*», en abrégé «**litige Dexia**». La SA DHERTE réclame à la Ville de Tournai la somme forfaitaire de 111.926,37 € hors TVA;
- le remboursement par la SA DHERTE à la Ville de Tournai des précomptes immobiliers 2007 à 2011 acquittés en vertu du bail de 30 ans consenti par convention du 6 décembre 2004 et portant sur un immeuble à usage exclusif d'arsenal de pompiers situé avenue de Maire, 91, à Tournai, désigné «**litige arsenal**». La Ville de Tournai réclame à la SA DHERTE une somme de 81.722,14 €.

2) le projet de convention transactionnelle dont les termes suivent :

«ENTRE :

d'une part, la **VILLE DE TOURNAI**, dont le siège est sis rue Saint-Martin à 7500 Tournai, représentée par son échevin délégué à la fonction maïorale, M. Paul-Olivier DELANNOIS, et son directeur général adjoint, M. Thierry LESPLINGART,  
Ci-après dénommée «la VILLE DE TOURNAI»

ET

d'autre part,  
la **SA DHERTE**, dont le siège social est établi à 7880 FLOBECQ, rue Lieutenant Cotton, n° 15, inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le n° 0401.818.144, représentée par ses administrateurs délégués, MM. André DHERTE et Jean-Claude DHERTE, qui ont le pouvoir d'engager la société sous leur signature conjointe;  
Ci-après dénommée «la SA DHERTE»

**IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

La présente convention a pour objet de mettre un terme à deux contentieux opposant les parties :

- d'une part, un contentieux concernant le marché de travaux dénommé «*lot 10 - Agencement, menuiserie intérieure, vitrerie*» relatif au «*marché public de travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel DEXIA à Tournai*», en abrégé «**litige Dexia**». La SA DHERTE réclame à la Ville la somme forfaitaire de 111.926,37 € hors TVA;
- d'autre part, un contentieux concernant le remboursement par la SA DHERTE à la Ville de Tournai des précomptes immobiliers 2007 à 2011 acquittés en vertu du bail de 30 ans consenti par convention du 6 décembre 2004 et portant sur un immeuble à usage exclusif d'arsenal de pompiers situé avenue de Maire, 91, à Tournai, ci-après désigné «litige arsenal». La Ville réclame à la SA DHERTE une somme de 81.722,14 €.

### **Concernant le litige DEXIA**

Considérant que la Ville de Tournai a mis en adjudication, suivant le mode de l'adjudication publique, le lot 10 «*Agencement, menuiserie intérieure, vitrerie*» relatif au «*marché public de travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel DEXIA*» à Tournai;

Considérant qu'au jour du dépôt des soumissions (29 novembre 2010), 3 offres avaient été déposées :

- SA DHERTE pour 268.214,21 € hors TVA;
- SPRL ACTUEL DESIGN pour 407.285,80 € hors TVA;
- SPRL LAURENT pour 455.128,35 € hors TVA;

Considérant que, par courrier du 8 juillet 2011, la Ville a notifié sa désignation à la SA DHERTE sans l'avoir préalablement interrogée sur son prix, pourtant inférieur de 59,77 % à la propre estimation réalisée par l'auteur de projet MICHELIN;

Considérant que le marché attribué comportait, notamment, la fourniture de matériaux très spécifiques;

Considérant qu'à l'occasion de la commande des fournitures, la SA DHERTE s'est rendu compte qu'elle avait remis une offre entachée de prix très anormalement bas en raison de la mauvaise appréciation de la valeur des fournitures imposées par les documents d'adjudication;

Considérant que, par courrier motivé du 23 mars 2012, elle a exposé l'erreur commise et sollicité le rétablissement de l'équilibre financier qu'elle a fixé à la somme de **111.926,37 €**, cette somme représentant la différence entre le prix de sa soumission (268.214,21 € hors TVA) et le prix de revient réel, hors de toute marge bénéficiaire (380.140,58 €);

Considérant que la SA DHERTE fondait sa demande en droit sur les dispositions de l'article 15 de la loi du 24 décembre 1993 et des § 2 et § 3 de l'article 110 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996;

Considérant que l'exigence de régularité prévue par l'article 15 de la loi du 24 décembre 1993 et la procédure de vérification des prix anormaux prévue à l'article 110 § 3 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 sont des dispositions prévues tant dans l'intérêt des soumissionnaires que dans celui du pouvoir adjudicateur;

Considérant que la SA DHERTE en a conclu qu'elle aurait dû être interrogée sur ces prix et qu'il en aurait résulté la constatation que son offre était irrégulière, ce qui aurait évité son préjudice;

Considérant que la SA DHERTE a accepté, comme concession, d'exécuter les travaux à son prix de revient sans aucune marge bénéficiaire et a adressé le 14 mai 2012 par courrier recommandé de son conseil, M. Philippe HOREMANS, un projet de convention transactionnelle auquel il n'a pas été répondu.

### **Concernant le litige ARSENAL**

Considérant que, par convention du 6 décembre 2004, la SA DHERTE a consenti à la Ville de Tournai, pour une durée de trente ans, un bail portant sur un immeuble à usage exclusif d'arsenal de pompiers situé avenue de Maire, 91 à Tournai, qu'elle avait aménagé à cette fin à la demande expresse de la Ville;

Considérant que l'article 4 de la convention de bail précisait que *«le preneur assumera, à l'entière décharge du bailleur, toutes les charges afférentes audit bien (charges de locataire et de propriétaire). Il supportera tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués par l'Etat, la Province, la Commune ou toute autre autorité publique»*;

Considérant que chaque année depuis 2007, la SA DHERTE a été enrôlée au précompte immobilier sur le bien donné en location à la Ville;

Considérant que la SA DHERTE a invité chaque année la Ville à lui rembourser les précomptes immobiliers suivants :

- enrôlement exercice 2007 (terrain nu) :	142,22 €
- enrôlement exercice 2007 (construit) :	19.132,47 €
- enrôlement exercice 2008 (terrain nu) :	144,53 €
- enrôlement exercice 2008 (construit) :	19.479,92 €
- enrôlement exercice 2009 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2010 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2011 :	<u>20.942,92 €</u>
<b>Soit un total de :</b>	<b>100.854,61 €;</b>

Considérant que, par courrier officiel du 17 février 2012, la Ville a reconnu sa dette et s'est engagée, sans réserve, à régler les sommes dues (hors intérêts et pénalités). Une somme a été payée le 21 mars 2014 à concurrence de 81.722,14 € en compensation d'une créance TVA avec la SA DHERTE;

Considérant qu'à la demande de la Ville, la SA DHERTE a systématiquement introduit une réclamation à l'encontre desdites impositions;

Considérant que la Ville a invité, par courrier du 16 mai 2012, la SA DHERTE à introduire un recours fiscal devant le tribunal de première instance de Mons pour permettre à la Ville d'être exonérée de cette imposition, ce que la SA DHERTE a accepté de faire;

Considérant que la requête a été déposée devant le tribunal de première instance le 16 novembre 2012;

Considérant que, par jugement du 7 octobre 2013, la chambre fiscale a déclaré :

- irrecevable, le recours fiscal relatif aux exercices 2008 à 2011 ainsi que pour l'exercice 2007, article 175.824.828 (terrain nu : 142,22 €), au motif que le recours aurait dû être introduit non pas le 16 novembre 2012 mais au plus tard trois mois après le 18 avril 2012;
- recevable, le recours relatif à l'exercice 2007 - article 900.299 (19.132,47 €);

Considérant que la Ville motive sa demande de remboursement par la circonstance que la SA DHERTE a omis de l'avertir en temps utile de la décision prise par la direction générale des contributions le 18 avril 2012 et que cette omission a eu pour conséquence l'introduction hors délai de la requête devant les tribunaux et ce pour les exercices précisés ci-avant;

Considérant que, par jugement du 3 mars 2014, la chambre fiscale a déclaré recevable et fondé le recours fiscal de la SA DHERTE relatif à l'exercice 2007 - article 900.299 (19.132,47 €) et a annulé la cotisation de précompte immobilier enrôlée le 21 août 2009 sous l'article 900299;

Considérant que ces deux jugements n'ont pas été signifiés;

Considérant que la SA DHERTE, compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale, a crédité la Ville de la somme de 19.132,47 € relative à l'exercice 2007 - article 900.299;

Considérant qu'indépendamment de la procédure fiscale, la SA DHERTE a transmis à la Ville de Tournai les enrôlements suivants :

- enrôlement exercice 2012 : 21.684,23 €;
- enrôlement exercice 2013 : 22.299,66 €;
- enrôlement exercice 2014 : 22.547,68 €;

Considérant que l'exercice 2012 n'a pas été payé par la Ville et que la SA DHERTE, compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale, a annulé sa demande de paiement;

Considérant que l'exercice 2013 a été payé par la Ville à la SA DHERTE et remboursé compte tenu du jugement rendu le 3 mars 2014 et sous réserve d'appel de l'administration fiscale;

Considérant que l'enrôlement de l'exercice 2014 reste dû par la Ville (transmis par courrier du 26 septembre 2014 – note de débit 007/2014 du 26 septembre 2014), qu'une réclamation a été introduite par la SA DHERTE au bénéfice de la Ville auprès de l'administration fiscale à cette même date et que l'administration fiscale a accusé réception de cette réclamation en date du 8 octobre 2014;

Considérant que cette réclamation doit être traitée distinctement de la procédure d'appel et qu'il incombe à la Ville de rembourser l'avance de charge de précompte échue le 19 novembre 2014, faite pour son compte par la SA DHERTE;

Considérant que la Ville de Tournai, eu égard au jugement rendu le 3 mars 2014, a envisagé de recouvrer à charge de la SA DHERTE les sommes suivantes :

- enrôlement exercice 2007 (terrain nu) :	142,22 €
- enrôlement exercice 2008 (terrain nu) :	144,53 €
- enrôlement exercice 2008 (construit) :	19.479,92 €
- enrôlement exercice 2009 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2010 :	20.506,28 €
- enrôlement exercice 2011 :	<u>20.942,92 €</u>
<b>Soit un total de :</b>	<b>81.722,14 €</b>

Considérant que la SA DHERTE conteste cette demande;

Considérant que, par requête du 23 juillet 2014, l'Etat belge a fait appel du jugement rendu le 3 mars 2014;

Considérant que les aspects des litiges «Dexia» et «Arsenal» sont ainsi clairement et complètement précisés;

Considérant que les parties ne souhaitent pas entreprendre des procédures longues et coûteuses mais, au contraire, trouver une solution juste et équilibrée pour résoudre définitivement et irrévocablement ces deux contentieux;

#### **IL EST DECIDE :**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

La SA DHERTE abandonne toute réclamation relative au contentieux DEXIA décrit aux «considérant» (111.926,37 €), ce que la Ville de Tournai accepte expressément.

La Ville de Tournai abandonne toute réclamation relative au contentieux ARSENAL décrit aux «considérant» (81.722,14 €), ce que la SA DHERTE accepte expressément.

La SA DHERTE accepte, en cas de demande expresse de la Ville de Tournai, d'interjeter appel du jugement rendu le 7 octobre 2013 relatif au contentieux ARSENAL et d'en assumer la gestion loyale en collaboration avec la Ville de Tournai.

##### **Article 2**

Dans les 30 jours suivant la signature de la présente convention, la SA DHERTE remboursera la somme de 3.925,29 € au crédit du compte bancaire de la Ville de Tournai n° IBAN BE 41 0910 0040 5510 avec la mention "courrier VAN BEIRS du 25 septembre 2014".

La SA DHERTE assumera, à ses frais, la défense de ses intérêts dans le cadre de la procédure d'appel du dossier ARSENAL.

La Ville de Tournai assumera, à ses frais, la défense de ses intérêts dans le cadre de la procédure d'appel du dossier ARSENAL.

##### **Article 3**

Il est expressément convenu que la présente convention est une transaction au sens des articles 2044 et 2052 du Code civil.

Ainsi fait à Tournai, le .... en deux originaux, chaque partie reconnaissant par le fait de sa signature en avoir reçu un original».

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, M. E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT,

Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** sort de séance.

6. Objectif Convergence. Programmation 2013. Travaux d'aménagement de trois voiries touristiques : rues du Curé Notre-Dame, du Marché au Jambon et de l'Arbalète. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

Mesdames, Messieurs,

"L'agence Nicolas Michelin et associés a réalisé les études d'aménagement des voiries touristiques (travaux d'infrastructure et de mise en lumière) rue du Curé Notre-Dame, rue du Marché au Jambon et rue de l'Arbalète (programmation 2013) estimé à ± 1.335.808,54 € hors TVA soit 1.616.328,33 € TVA 21 % comprise.

La réalisation de l'aménagement des rues de l'Arbalète et du Curé Notre-Dame était initialement prévue dans le cadre de l'opération de revitalisation urbaine "Palace" qui n'est pas fonctionnelle à ce jour.

Nous avons donc décidé en date du 5 décembre 2014 de réaliser les travaux de la rue de l'Arbalète et de la rue du Curé Notre-Dame dans le cadre de l'Objectif Convergence.

Au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Les subsides sont sollicités dans le cadre de l'Objectif Convergence à concurrence de 90 %.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2015.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 ;



Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 61 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que l'Agence Nicolas Michelin et associés a réalisé les études d'aménagement des voiries touristiques (travaux d'infrastructure et de mise en lumière) rue du Curé Notre-Dame, rue du Marché au Jambon et rue de l'Arbalète (Programmation 2013) estimé à ± 1.335.808,54 € hors TVA soit 1.616.328,33 € TVA 21 % comprise;

Considérant que la réalisation de l'aménagement des rues de l'Arbalète et du Curé Notre-Dame était initialement prévu dans le cadre de l'opération de revitalisation urbaine "Palace" qui n'est pas fonctionnelle à ce jour;

Vu la décision du Collège communal du 5 décembre 2014 de réaliser les travaux de la rue de l'Arbalète et de la rue du Curé Notre-Dame dans le cadre de l'Objectif Convergence;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché, il est proposé de le passer par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que les subsides sont sollicités dans le cadre de l'Objectif Convergence à concurrence de 90 %;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2015.

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

##### Article 1<sup>er</sup>

Il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement des voiries touristiques (travaux d'infrastructure et de mise en lumière) rue du Curé Notre-Dame, rue du Marché au Jambon et rue de l'Arbalète (Programmation 2013) estimé à ± 1.335.808,54 € hors TVA soit 1.616.328,33 € TVA 21 % comprise.

Le montant repris à l'alinéa précédent a valeur d'indication sans plus.

## Article 2

Le marché, dont il est question à l'article 1<sup>er</sup>, sera passé par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

## Article 3

Les critères de sélection consisteront en la fourniture des documents suivants :

- Déclaration sur l'honneur du soumissionnaire confirmant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés au § 1 et 2 de l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
- Certificat d'agrément en catégorie C classe 5, classe basée sur l'estimation du marché sans préjudice des dispositions de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux.

## Article 4

Les clauses contractuelles administratives, générales et particulières aux marchés seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

## Article 5

Les crédits nécessaires à l'exécution du présent marché sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 9301/731-60 (subsidies 90 % - Emprunt 10 %).

## Article 6

De soumettre la présente décision au ministère subsidiant.

7. Tournai. Vérification endoscopique du réseau d'égouttage dans l'entité (2015). Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

Afin de contrôler l'état des réseaux d'égouttage préalablement aux études de réhabilitation ou de remplacement de canalisations, il est nécessaire de procéder à l'endoscopie des conduites.

En effet, la visite réalisée par caméra autotractée permet d'établir un rapport détaillé des avaries aboutissant à des choix constructifs lorsque les cahiers des charges sont dressés.

Afin de permettre le passage du chariot audiovisuel, un curage préalable du réseau s'impose.

Les investigations de réseaux n'étant pas connues à ce jour, puisque sollicitées au fur et à mesure de l'année qui s'écoule, par la société publique de gestion de l'eau, organe cofinanceur dans le cadre des travaux d'égouttage, il est apparu opportun d'établir un marché de travaux à commande.

Il sera donc demandé aux entreprises interrogées de s'engager sur des prix unitaires, les commandes partielles définiront les quantités et les délais d'exécution propres à chaque intervention en fonction des demandes formulées par l'organisme d'épuration agréé (IPALLE) pour le compte de la Société publique de gestion de l'eau (SPGE), et ce dans le respect du budget global prévu à cet effet.

Les curages restent financièrement à charge de la Ville et les endoscopies, elles, sont prises en charge par la SPGE.

Nous vous proposons de passer ce marché de travaux à commandes ayant pour objet la vérification endoscopique du réseau d'égouttage 2015 sur l'entité de Tournai à concurrence du montant du crédit disponible soit la somme de 50.000,00 €, par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Des crédits sont inscrits sous l'article 877/733-60 du budget extraordinaire 2015 et les frais relatifs aux endoscopies seront ensuite réclamés à la SPGE.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'afin de contrôler l'état des réseaux d'égouttage préalablement aux études de réhabilitation ou de remplacement de canalisations, il est nécessaire de procéder à l'endoscopie des conduites;

Considérant que la visite réalisée par caméra autotractée permet d'établir un rapport détaillé des avaries aboutissant à des choix constructifs lorsque les cahiers des charges sont dressés;

Considérant qu'afin de permettre le passage du chariot audiovisuel, un curage préalable du réseau s'impose;

Considérant que les investigations de réseaux n'étant pas connues à ce jour, puisque sollicitées au fur et à mesure de l'année qui s'écoule, par la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE), organe cofinanceur dans le cadre des travaux d'égouttage, il est apparu opportun d'établir un marché de travaux à commande;

Considérant qu'il sera donc demandé aux entreprises interrogées de s'engager sur des prix unitaires, que les commandes partielles définiront les quantités et les délais d'exécution propres à chaque intervention en fonction des demandes formulées par l'organisme d'épuration agréé (IPALLE) pour le compte de la SPGE, et ce dans le respect du budget global prévu à cet effet;

Considérant que les endoscopies sont prises en charge par la SPGE et que les curages restent financièrement à charge de la Ville;

Considérant que les frais relatifs aux endoscopies seront donc réclamés à la SPGE;

Considérant que ce marché de travaux à commandes ayant pour objet la vérification endoscopique du réseau d'égouttage 2015 sur l'entité de Tournai sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 et ce à concurrence du montant du crédit disponible, soit la somme de 50.000,00 €;

Considérant que les crédits sont inscrits sous l'article 877/733-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux à commandes ayant pour objet la vérification endoscopique du réseau d'égouttage 2015 sur l'entité de Tournai et ce pour un montant à concurrence du crédit, soit la somme de 50.000,00 €.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'annexe à l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 6 : les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 877/733-60.

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** rentre en séance.

8. Tournai, Grand Place. Travaux de maintenance des piquets (2015). Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

Les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux de maintenance des

piquets de la Grand Place de Tournai.

Ces travaux comprennent notamment :

- le démontage de fourreaux galvanisés
- le démontage et la repose de pavés en pierre
- la fourniture et la pose de fourreaux galvanisés
- la pose de fourreaux polymères.

Le devis estimatif des travaux s'élève à 12.300,00 € hors TVA soit 14.883,00 € TVA comprise, montant ayant valeur d'indication sans plus.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs.

Un crédit de 15.000,00 € est inscrit à l'article 4213/735-60 du budget extraordinaire 2015.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Monsieur le Conseiller communal chH **X. DECALUWE** intervient comme suit :

"Je profite de l'examen du point pour demander ce qui est prévu, notamment en termes d'échéance, pour l'aménagement du reste de la Grand Place et de la partie qui se trouve devant l'église Saint-Quentin. Cette partie est dans un état déplorable. Cela devient dangereux pour les piétons, pour les personnes à mobilité réduite.

Essayez de traverser la Grand Place un jour de pluie et vous avez de l'eau jusqu'aux genoux. C'est même dangereux pour la sécurité publique. Certains pavés se déchaussent. On peut les enlever sans outil. J'avais signalé le problème à Monsieur l'Echevin A. BOITE concernant la rue des Maux. Cela a été réparé. Je voudrais savoir ce qui est prévu et ce qu'on attend pour réparer. Les potelets ne sont qu'un des éléments d'un projet global. Je vous remercie."

Monsieur le Conseiller communal Ecolo **G. DENONNE** signale que sa famille politique s'abstiendra sur ce point :

"De nouveau, un supplément pour les piquets ! En 2013, nous avons acheté des fourreaux pour un montant de 14.000,00 € afin de les consolider !"

Le **Président** de séance invite Monsieur l'Echevin MR des Travaux, **Armand BOITE**, à répondre à ces interpellations.

Monsieur l'Echevin concède que le problème est complexe et que les moyens disponibles sont insuffisants vu l'ampleur de la tâche. Des réparations en profondeur sont néanmoins prévues au printemps. La bande de circulation sera réparée après la pose d'une fibre optique.

Monsieur le Conseiller communal chH **X. DECALUWE** intervient à nouveau :

"Je n'ai peut-être pas été assez clair tout à l'heure, quand je parlais de sécurité publique à propos des pavés

qui se déchaussent. La Grand Place est un lieu festif. Parfois, des lieux festifs deviennent des lieux dangereux. Il faut veiller à ce qu'on ne puisse pas utiliser ces pavés comme projectiles. Selon moi, c'est dangereux. Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale doit être attentif également à cet aspect qui touche à la sécurité."

Le Conseil communal, par 31 voix pour et 3 abstentions, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux de maintenance 2015 des piquets de la Grand Place de Tournai;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- le démontage de fourreaux galvanisés
- le démontage et la repose de pavés en pierre
- la fourniture et la pose de fourreaux galvanisés
- la pose de fourreaux polymères;

Vu le devis estimatif des travaux s'élevant à 12.300,00 € hors TVA soit 14.883,00 € TVA comprise, montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs;

Considérant qu'un crédit de 15.000,00 € est inscrit à l'article 4213/735-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 abstentions;

## DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet les travaux de maintenance 2015 des piquets de la Grand Place de Tournai estimé à 12.300,00 € hors TVA soit 14.883,00 € TVA comprise. Le montant repris ci-dessus ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 §1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup>a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 15.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 4213/735-60.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, M. E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

9. Service voirie. Réparation de la grue du camion grappin immatriculé KKQ498. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

L'auteur de projet a établi un rapport dont les termes suivent :

" Suite à l'incendie survenu le 22 mai 2014 au garage communal des Mouettes, le camion grappin VOLVO du service voirie immatriculé KKQ498 a subi des dégâts importants. Les éléments de la carrosserie et mécaniques ont été remis en état par le personnel communal du garage mécanique. Reste la partie hydraulique de la grue pour laquelle ledit personnel ne dispose pas de la compétence suffisante et du matériel pour intervenir. En effet, tous les tuyaux hydrauliques et une partie du panneau de commande de la grue sont à remplacer.

Ce véhicule faisant partie du charroi utilisé lors du plan de déneigement en période hivernale, il serait utile de procéder aux réparations dans les meilleurs délais. De plus, la grue de ce véhicule est soumise à un contrôle périodique par un organisme agréé.

Pour ce faire, 3 offres de prix ont été sollicitées auprès de :

- TELLE SA, rue Morel, 22-34 à 7500 Tournai
- C.E.F.A. SPRL, chemin Brimboriau, 26 à 7822 Ghislenghien
- GEORGES DESMET ATELIERS SPRL, chaussée Brunehaut, 263 à 7972 Quevaucamps

Les 3 firmes sollicitées ont remis offre mais malgré nos observations, les offres ne sont pas complètes pour certaines, à savoir :

- Offre de TELLE SA : pas de poste pour la réfection du panneau de commande (\*)
- Offre de C.E.F.A. SPRL : RAS
- Offre de G. DESMET ATELIERS SPRL : seul le remplacement d'un élément du panneau de commande est prévu (manomètre) – intervention jugée insuffisante (\*\*)

Du point de vue coût, les 3 offres reçues peuvent être analysées de la manière suivante :

	TELLE SA (*)	C.E.F.A. SPRL	DESMET SPRL(**)
Hydraulique	1.825,00 €	1.576,00 €	2.729,76 €
Panneau de commande	---	1.046,68 €	187,20 €
Main-d'œuvre	1.936,00 €	1.560,00 €	1.575,00 €
<b>Total devis hors TVA</b>	<b>3.761,00 €</b>	<b>4.182,68 €</b>	<b>4.491,96 €</b>

Dès lors, sur base des offres reçues et vu que les offres de TELLE SA et G. DESMET ATELIERS SPRL sont incomplètes, serait-il possible de passer un marché pour la réparation de la grue PALFINGER PK6500 du camion grappin VOLVO immatriculé KKQ498, auprès de la firme C.E.F.A. SPRL, chemin Brimboriau, 26 à 7822 Ghislenghien, pour un montant total de 5.061,04 € TVA comprise ?"

Il a été proposé, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de procéder aux réparations, de confier le marché de fournitures ayant pour objet la réparation de la grue du camion grappin immatriculé KKQ498 du Service voirie à la firme C.E.F.A. SPRL, chemin Brimboriau, 26 à 7822 Ghislenghien au montant de son devis le plus intéressant s'élevant à 5.061,04 € TVA comprise.

Le paiement se fera sur base de l'offre et sur présentation de la facture dûment détaillée.

Un crédit de 10.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 421/745-53.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de notre décision prise le 21 novembre 2014, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, et d'accepter la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**



Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu le rapport de l'auteur de projet dont les termes suivent :

" Suite à l'incendie survenu le 22 mai 2014 au garage communal des Mouettes, le camion grappin VOLVO du service voirie immatriculé KKQ498 a subi des dégâts importants. Les éléments de la carrosserie et mécaniques ont été remis en l'état par le personnel communal du garage mécanique. Reste la partie hydraulique de la grue pour laquelle ledit personnel ne dispose pas de la compétence suffisante et du matériel pour intervenir. En effet, tous les tuyaux hydrauliques et une partie du panneau de commande de la grue sont à remplacer.

Ce véhicule faisant partie du charroi utilisé lors du plan de déneigement en période hivernale, il serait utile de procéder aux réparations dans les meilleurs délais. De plus, la grue de ce véhicule est soumise à un contrôle périodique par un organisme agréé.

Pour ce faire, 3 offres de prix ont été sollicitées auprès de :

- TELLE SA, rue Morel, 22-34 à 7500 Tournai
- C.E.F.A. SPRL, chemin Brimboriau, 26 à 7822 Ghislenghien
- GEORGES DESMET ATELIERS SPRL, chaussée Brunehaut, 263 à 7972 Quevaucamps

Les 3 firmes sollicitées ont remis offre mais malgré nos observations, les offres ne sont pas complètes pour certaines, à savoir :

- Offre de TELLE SA : pas de poste pour la réfection du panneau de commande (\*)
- Offre de C.E.F.A. SPRL : RAS
- Offre de G. DESMET ATELIERS SPRL : seul le remplacement d'un élément du panneau de commande est prévu (manomètre) – intervention jugée insuffisante (\*\*)

Du point de vue coût, les 3 offres reçues peuvent être analysées de la manière suivante :

	TELLE SA (*)	C.E.F.A. SPRL	DESMET SPRL(**)
Hydraulique	1.825,00 €	1.576,00 €	2.729,76 €
Panneau de commande	---	1.046,68 €	187,20 €
Main-d'œuvre	1.936,00 €	1.560,00 €	1.575,00 €
<b>Total devis hors TVA</b>	<b>3.761,00 €</b>	<b>4.182,68 €</b>	<b>4.491,96 €</b>

Dès lors, sur base des offres reçues et vu que les offres de TELLE SA et GEORGES DESMET ATELIERS SPRL sont incomplètes, serait-il possible de passer un marché pour la réparation de la grue PALFINGER PK6500 du camion grappin VOLVO immatriculé KKQ498, auprès de la firme C.E.F.A. SPRL, chemin Brimboriau, 26 à 7822 Ghislenghien, pour un montant total de 5.061,04 € TVA comprise ?";

Considérant l'urgence et l'impérieuse nécessité de procéder aux réparations, il est proposé de confier le marché de fournitures ayant pour objet la réparation de la grue du camion grappin immatriculé KKQ498 du Service voirie à la firme C.E.F.A. SPRL, chemin Brimboriau, 26 à 7822 Ghislenghien, au montant de son devis le plus intéressant s'élevant à 5.061,04 € TVA comprise;

Considérant que le paiement se fera sur base de l'offre et sur présentation de la facture dûment détaillée;

Considérant qu'un crédit de 10.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 421/745-53;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **PREND ACTE :**

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal en séance du 21 novembre 2014 :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet la réparation de la grue du camion grappin immatriculé KKQ498 du service voirie pour un montant estimé de 5.061,04 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de la firme C.E.F.A. SPRL, chemin Brimboriau, 26 à 7822 Ghislenghien, au montant de son devis le plus intéressant ainsi qu'en régie pour les réparations non prévisibles avant démontage complet.

Article 3 : le marché sera régi par les dispositions de l'article 105 § 1<sup>er</sup>, 4° (marché inférieur au seuil des 8.500,00 € hors TVA).

Article 4 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision, prise vu l'urgence résultant d'événements imprévisibles, sera donnée sans délai au Conseil communal qui en prendra acte.

Article 5 : les crédits de l'ordre de 10.000,00 € disponibles sous l'article 421/745-53 du budget extraordinaire 2014 sont suffisants pour couvrir la dépense résultant de ce marché;

**ADMET :**

la dépense.

10. Fabriques d'église. Modifications budgétaires 2014. Avis.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

Nous soumettons à votre examen les modifications budgétaires 2014 n° 1 remises par les Fabriques d'église Saint-Maur à Saint-Maur, Saint-Eleuthère à Blandain, Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai, Saint-Pierre à Vezon, Saint-Thomas à Maulde, Saint-Martin à Warchin, Sacré-Cœur à Tournai, Saint-Martin à Esplechin, Saint-Brice à Tournai et la modification budgétaire 2014 n° 2 de la Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai.

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable aux modifications budgétaires 2014 des Fabriques d'église Saint-Maur à Saint-Maur, Saint-Eleuthère à Blandain, Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai, Saint-Pierre à Vezon, Saint-Thomas à Maulde, Saint-Martin à Warchin, Sacré-Cœur à Tournai, Saint-Martin à Esplechin, Saint-Brice à Tournai et un avis favorable avec réserve à la modification budgétaire n° 2 de la Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai (la dépense de 25.367,00 € devant être considérée comme une dépense extraordinaire)."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant les modifications budgétaires 2014 n° 1 introduites par les Fabriques d'église Saint-Maur à Saint-Maur, Saint-Eleuthère à Blandain, Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai, Saint-Pierre à Vezon, Saint-Thomas à Maulde, Saint-Martin à Warchin, Sacré-Cœur à Tournai, Saint-Martin à Esplechin et Saint-Brice à Tournai;

Considérant la modification budgétaire n° 2 de la Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai;

Considérant que les Fabriques d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai, Saint-Thomas à Maulde, Saint-Piat à Tournai, Saint-Martin à Warchin, Sacré-Cœur à Tournai et Saint-Martin à Esplechin, Saint-Brice à Tournai et Saint-André à Chercq ne sollicitent aucun subside communal supplémentaire;

Considérant que la Fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur revoit à la baisse le subside communal à l'ordinaire (90,00 €);

Considérant que la Fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon sollicite un subside communal ordinaire supplémentaire de 1.750,00 € pour faire face à des dépenses imprévues (grosse panne aux cloches, panne importante à l'orgue);

Considérant que la Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain sollicite un subside communal extraordinaire supplémentaire de 12.563,00 € pour une étude des travaux de rénovation de la tour et du clocher de l'église;

Considérant que 3.000,00 € sont disponibles au budget extraordinaire 2014 de la Ville à l'article 790/522-53 "Fabriques d'église – subsides octroyés";

Considérant l'avis favorable de M. le directeur financier;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'émettre les avis suivants :

Fabrique d'Eglise	N° de modification budgétaire	Date du Conseil de Fabrique	Demande de de subsidie ordinaire	Demande de subsidie extraordinaire	Motif de la demande	Avis favorable/ défavorable
Saint-Maur (Saint-Maur)	1	17 octobre 2014	- 90,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : loyers de maisons (+ 18,00 €) <u>Dépenses</u> : entretien et réparation de l'orgue (+ 294,82 €), frais de correspondance (+ 58,00 €), divers (+ 11,00 €), entretien et réparation autres propriétés (- 435,82 €)	Avis favorable
Saint-Elleuthère (Blandain)	1	27 octobre 2014	0,00 €	12.563,00 €	<u>Recettes</u> : intérêts en rente Etat (+ 3.115,00 €), divers ajustements en recettes <u>Dépenses</u> : entretien et réparation de la sacristie : (+ 1.306,50 €), achat chaises hautes (+ 2.355,00 €), grosses réparations à l'église (+ 12.563,00 €), divers ajustements en dépense	Avis favorable à la somme de 3.000,00 €. Un crédit est disponible au budget extraordinaire 2014 de la Ville à l'article 790/522-53
Notre-Dame Auxiliatrice (Tournai)	1	25 octobre 2014	0,00€	0,00 €	<u>Recettes</u> : recettes diverses (+ 800,00 €), indemnité assurance (+ 706,60 €) <u>Dépenses</u> : entretien et réparation de l'église (+ 320,00 €), placement de capitaux (+ 706,60 €), divers ajustements en dépense	Avis favorable
Saint-Pierre (Vezon)	1	30 octobre 2014	1.750,00 €	0,00 €	<u>Dépenses</u> : entretien et réparation de l'église	Avis favorable

					(+ 600,00 €), entretien et réparation de l'orgue (+ 650,00 €), entretien et réparation des cloches (+ 400,00 €), frais de correspondance (+ 100,00 €)	
Saint-Thomas (Maulde)	1	4 novembre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Dépenses</u> : entretien et réparation de l'église (- 155,81 €), médecine du travail (+ 155,81 €)	Avis favorable
Saint-Piat (Tournai)	2	4 novembre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : recettes diverses (+ 1.180,00 €), loyers de maisons (+ 500,00 €), produit des troncs (- 150,00 €) <u>Dépenses</u> : contributions (+ 880,00 €), charges sociales versées (- 600,00 €), divers ajustements en dépense	Avis favorable
Saint-Martin (Warchin)	1	8 novembre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : remboursement de capitaux (+ 18.839,00 €) <u>Dépenses</u> : placement de capitaux (+ 18.839,00 €)	Avis favorable
Sacré-Cœur (Tournai)	1	8 novembre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : remboursement de capitaux (+ 42.000,00 €) <u>Dépenses</u> : placement de capitaux (+ 42.000,00 €)	Avis favorable
Saint-Martin (Esplechin)	1	10 novembre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : remboursement des capitaux (+ 2.231,00 €), donation et legs (- 2.231,00 €), divers ajustements en	Avis favorable

					recettes <u>Dépenses</u> : entretien et réparation de l'église (+ 531,40 €), divers ajustements en dépense	
Saint-Brice (Tournai)	1	7 octobre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : subside extraordinaire de la Région Wallonne (+ 7.036,53 €), remboursement de capitaux (+ 16.810,64 €), collectes chauffage (+ 377,53 €) <u>Dépenses</u> : dépenses ordinaires d'un exercice antérieur (+ 444,51 €), grosses réparations à l'église (+ 23.538,19 €), frais de procédure (+ 242,00 €)	Avis favorable
Saint-André (Chercq)	1	1 <sup>er</sup> septembre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : recettes extraordinaires (+ 13.164,00 €), loyer perçu (+ 8.063,00 €) <u>Dépenses</u> : contributions (+ 5.290,00 €), entretien et réparation de l'église (+ 15.767,00 €)	Avis favorable avec réserve. La dépense de 25.367,00 € devrait être considérée comme une dépense extraordinaire

11. Finances communales. Crémation. Médecins assermentés. Honoraires. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

Lors de chaque crémation, un rapport d'un médecin commis par l'Officier de l'état civil doit être établi afin de vérifier les causes du décès.

Depuis pratiquement 20 ans, ce sont les médecins légistes assermentés au niveau de l'arrondissement judiciaire de Tournai qui ont été désignés, à savoir les docteurs Didier STEPHANY et Patrick LEFEBVRE, tous deux domiciliés à Tournai.

Le 29 mars 2012, Madame l'Officier de l'état civil a également désigné le docteur Isabelle TRIAILLE pour pallier les absences des médecins précités.

Les rétributions de ces médecins sont à charge de la commune dans laquelle le défunt est domicilié.

Compte tenu du nombre croissant de crémations et au vu des sommes engagées ces quatre dernières années pour rétribuer les médecins désignés (13.900,15 € en 2010, 14.436,71 € en 2011, 14.714,28 € en 2012 et 13.025,46 € en 2013), il est souhaitable que le montant des honoraires pour l'année 2015 reste identique à celui prévu pour 2014, à savoir **35,00 €** par prestation.

Il appartient à votre assemblée d'approuver le montant de ces honoraires pour l'année 2015."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 1232-24 § 1<sup>er</sup> alinéa 2 du Code de démocratie locale et de la décentralisation qui prévoit, pour toute crémation, l'établissement d'un rapport par un médecin commis par l'Officier de l'Etat civil afin de vérifier les causes du décès;

Considérant que depuis 1994, les docteurs Didier STEPHANY et Patrick LEFEBVRE, tous deux médecins légistes, ont été désignés pour constater les causes de décès dans le cadre des crémations;

Considérant qu'en date du 29 mars 2012, l'Officier de l'Etat civil a également désigné le docteur Isabelle TRIAILLE pour pallier les absences des médecins précités;

Considérant que les honoraires du médecin commis par l'Officier de l'Etat civil sont à charge de la commune dans laquelle le défunt est domicilié (article 1232-24 § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation);

Vu sa délibération du 9 décembre 2013 fixant à 35,00 € pour l'année 2014 les honoraires des médecins désignés;

Considérant le nombre sans cesse croissant de crémations et les sommes engagées ces 4 dernières années pour rétribuer les médecins désignés, à savoir :

- 2010 : 13.900,15 €
- 2011 : 14.436,71 €
- 2012 : 14.714,28 €;
- 2013 : 13.025,46 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

pour l'année 2015, de fixer à **35,00 €** le montant des honoraires des médecins désignés pour constater les causes de décès dans le cadre des crémations.

12. Musée des Beaux-Arts. Prêt de l'œuvre "Roses" de Fantin-Latour au musée de la Mode d'Anvers. Approbation.

Ce point est retiré, le musée anversoais ayant annulé sa demande de prêt.

13. Musée de folklore. Prolongation d'un prêt au musée de la Vie wallonne de Liège. Avenant n° 4. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

"Mesdames, Messieurs,

En séance du 28 janvier 2008, vous avez autorisé le prêt des œuvres ci-dessous au musée de la Vie wallonne de Liège et approuvé les termes de la convention conclue entre la province de Liège et la Ville de Tournai :

- «L'Eglise Sainte-Marguerite» de Roméo DUMOULIN, d'une valeur d'assurance de 2.500,00 €,
- «Petite ruelle d'Ennetières» de Firmin VERHEVICK, d'une valeur d'assurance de 2.500,00 €,
- «Escaut» de Fernand GAUDEFROY, d'une valeur d'assurance de 3.000,00 €.

Ce prêt avait été conclu du 15 octobre 2007 au 15 novembre 2008 dans le cadre d'un nouvel espace aménagé au musée de la Vie wallonne de Liège consacré à la présentation physique de la Wallonie.

En séance du 26 janvier 2009, du 18 octobre 2010 et du 14 janvier 2013, vous avez autorisé la prolongation de ce prêt et approuvé les termes des avenants n° 1, 2 et 3 à la convention, qui prolongeaient successivement le prêt du 20 novembre 2008 au 20 novembre 2010 puis du 20 novembre 2010 au 20 novembre 2012 et du 20 novembre 2012 au 20 novembre 2014.

Par e-mail en date du 9 octobre 2014, la responsable chargée de projets au musée de la Vie wallonne de Liège a sollicité une nouvelle prolongation du prêt des œuvres susmentionnées, du 20 novembre 2014 au 20 novembre 2016.

La conservatrice du musée de folklore a émis un avis favorable sur cette prolongation qui fait l'objet d'un avenant n° 4 à la convention que nous vous invitons à approuver."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en séance du 28 janvier 2008, il a autorisé le prêt des œuvres ci-dessous au musée de la Vie wallonne de Liège et approuvé les termes de la convention conclue entre la province de Liège et la Ville de Tournai :

- «L'Eglise Sainte-Marguerite» de Roméo DUMOULIN, d'une valeur d'assurance de 2.500,00 €,
- «Petite ruelle d'Ennetières» de Firmin VERHEVICK, d'une valeur d'assurance de 2.500,00 €,
- «Escaut» de Fernand GAUDEFROY, d'une valeur d'assurance de 3.000,00 €;

Considérant que ce prêt avait été conclu du 15 octobre 2007 au 15 novembre 2008 dans le cadre d'un nouvel espace aménagé au musée de la Vie wallonne de Liège consacré à la présentation physique de la Wallonie;

Considérant qu'en séance du 26 janvier 2009, du 18 octobre 2010 et du 14 janvier 2013, il a autorisé la prolongation de ce prêt et approuvé les termes des avenants n° 1, 2 et 3 à la convention qui prolongeaient successivement le prêt du 20 novembre 2008 au 20 novembre 2010 puis du 20 novembre 2010 au 20 novembre 2012 et du 20 novembre 2012 au 20 novembre 2014;

Considérant que par e-mail du 9 octobre 2014, la responsable chargée de projets au musée de la Vie wallonne de Liège a sollicité une nouvelle prolongation du prêt des œuvres susmentionnées, du 20 novembre 2014 au 20 novembre 2016;

Considérant que la conservatrice du musée de folklore a émis un accord favorable sur cette prolongation qui fait l'objet d'un avenant n° 4 à la convention;

Considérant l'avis favorable de M. le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'approuver les termes de l'avenant n° 4 à la convention de prêt entre la province de Liège et la Ville de Tournai qui prolonge le prêt au musée de la Vie wallonne de Liège du 20 novembre 2014 au 20 novembre 2016 des œuvres suivantes :

- «L'Eglise Sainte-Marguerite» de Roméo DUMOULIN, d'une valeur d'assurance de 2.500,00 €
- «Petite ruelle d'Ennetières» de Firmin VERHEVICK, d'une valeur d'assurance de 2.500,00 €
- «Escaut» de Fernand GAUDEFROY, d'une valeur d'assurance de 3.000,00 € :

"CONCLUE ENTRE :

d'une part, le Collège provincial de Liège, représenté par M. MOTTARD, député, et M. LONHAY, greffier,

et

d'autre part, la Ville de Tournai, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, ci-après dénommée "le prêteur",

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

## **1. GENERALITES**

Par le présent avenant à la convention dont les termes ont été approuvés en séance du Conseil communal des 28 janvier 2008, 26 janvier 2009 (avenant 1), 18 octobre 2012 (avenant 2) et 14 janvier 2013 (avenant 3), le prêteur prolonge le prêt à l'emprunteur des œuvres mentionnées ci-dessous, du 20 novembre 2014 au 20 novembre 2016 (avenant 4) :

- «L'Eglise Sainte-Marguerite» de Roméo DUMOULIN  
(valeur d'assurance : 2.500,00 €)
- «Petite ruelle d'Ennetières» de Firmin VERHEVICK  
(valeur d'assurance : 2.500,00 €)
- «Escaut» de Fernand GAUDEFROY  
(valeur d'assurance : 3.000,00 €)

Sauf cas de force majeure ou dans l'intérêt de la bonne conservation des œuvres, l'emprunteur s'engage à ne pas se départir des œuvres confiées et à la conserver au musée de la Vie wallonne à Liège.

Il s'engage à ne pas faire usage des œuvres confiées dans un autre but que son exposition et sa conservation dans ledit lieu, sauf si la Maison tournaïenne – Musée de Folklore a besoin des œuvres prêtées, celles-ci seraient restituées immédiatement par l'emprunteur.

La prolongation de prêt prendra cours dès le 20 novembre 2014 et se terminera au plus tard le 20 novembre 2016.

L'emprunteur s'engage à remettre l'œuvre confiée au prêteur au premier commandement au cas où le prêt de l'œuvre confiée serait demandé dans le cadre d'une exposition.

Dans ce cas, le prêteur veillera à confier à l'emprunteur une ou d'autres œuvres d'art de sa collection choisie(s) de commun accord.

Le prêteur s'engage toutefois à accepter (l') les œuvre(s) ou à les confier en retour, au premier commandement, avant le terme prévu et pour autant qu'il en ait été informé par lettre recommandée à la poste au moins quinze jours ouvrables au préalable.

*En cas de litige entre les parties, les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai seront compétents.*

## **2. CONDITIONS DE CONSERVATION ET D'EXPOSITION DES ŒUVRES**

### **CONFIEES**

- 2.1. L'emprunteur s'engage à prendre toutes les précautions requises pour conserver les œuvres confiées dans un état inchangé. Pour chaque problème qui se poserait à ce sujet, il s'engage à consulter le prêteur.

L'emprunteur veillera tout particulièrement à ce que les mesures de sécurité contre le vol et l'incendie soient prises et que, outre les lieux d'exposition, les locaux d'entreposage des œuvres confiées avant et après leur accrochage satisfassent aux conditions climatiques suivantes : degré d'hygrométrie de 55 % (avec une tolérance de plus ou moins 1 %). Il veillera à exposer l'œuvre confiée à un endroit non soumis aux courants d'air ou de climatisation, ainsi qu'à l'abri de tout coup de soleil, même bref, et de toute irradiation directe de source chaude ou lumineuse.

- 2.2. Si l'exposition ne répond pas aux conditions reprises ci-dessus, le prêteur peut demander la restitution sans délai des œuvres confiées lui appartenant. Si l'emprunteur ne donne pas suite à cette demande, le prêteur a le droit de faire reprendre les œuvres confiées, sans autre obligation que la constatation par procès-verbal de l'identité et de l'état des œuvres confiées, ceci aux frais de l'emprunteur.

- 2.3. Il est strictement interdit à l'emprunteur de procéder à un traitement quelconque (nettoyage, restauration, vernissage, rentoilage, retouchage, prélèvements...) sans accord préalable écrit du prêteur. Il est aussi interdit de décadrer les œuvres confiées.

- 2.4. *Si l'emprunteur constate que les œuvres doivent, en raison de leur état, être soumises à un traitement quelconque, il est tenu d'en aviser immédiatement le prêteur par écrit.*

- 2.5. Le prêteur a, en tout temps, le droit de faire examiner l'œuvre confiée et de faire procéder aux restaurations nécessaires. L'emprunteur ne pourra valablement invoquer aucune raison pour retarder ou empêcher cet examen ou ces travaux.
- 2.6. L'emprunteur est tenu d'indemniser le prêteur pour tous les dommages que, même par cas fortuit, viendraient à subir les œuvres confiées. En cas de dommages, les dégâts seront constatés et estimés par le prêteur ou par un expert désigné par lui.  
L'emprunteur pourra faire procéder à une contre-estimation.
- 2.7. *Un procès-verbal de constat contradictoire sera établi avant la remise en prêt, au lieu et au moment de l'enlèvement. Il sera procédé de même à la fin du prêt, au lieu et au moment du retour des œuvres confiées.*

### **3. ASSURANCES**

*Les œuvres confiées verront le contrat d'assurance (type clou à clou) prolongé jusqu'au 20 novembre 2016, en valeurs agréées, par les soins et à charge de l'emprunteur pour la valeur indiquée à l'article 3.2, et ce en devises désignées par le prêteur. En cas de silence de ce dernier, les œuvres confiées seront assurées en euros.*

*Les œuvres confiées seront assurées contre toute perte et tout dégât qu'il soit ou non fortuit, y compris grèves et émeutes. La prolongation du contrat d'assurance sera contractée auprès d'une société d'assurance agréée par le prêteur. Cette société est tenue de fournir au prêteur une copie de la police au plus tard la semaine suivant la prolongation de prêt des œuvres confiées. Celle-ci devra explicitement comporter une clause prévoyant l'application du principe de moins-value (valeur de dépréciation), en cas de dégât quelconque survenu aux œuvres.*

*De commun accord, les parties évaluent les œuvres confiées à la somme totale de 8.000,00 €.*

*Au cas où la monnaie dans laquelle l'assurance des œuvres confiées est libellée serait dévaluée, le prêteur se réserve le droit de revoir l'estimation et de l'adapter au nouveau taux. Cette adaptation sera acquise de plein droit durant le terme allant à partir du moment de la constatation de toute dégradation ou perte jusqu'au dédommagement.*

### **4. EMBALLAGE - TRANSPORT**

*Les frais de transport et d'emballage, aller et retour, sont à charge de l'emprunteur. Le mode de transport est laissé au libre choix du prêteur.*

*A l'aller, l'emballage sera exécuté par le prêteur ou par une firme spécialisée désignée par lui et selon ses directives. Au retour, l'emballage d'origine ou un même type d'emballage sera utilisé par l'emprunteur.*

*A la demande du prêteur, l'œuvre confiée pourra être convoyée, à l'aller et au retour, à charge de l'emprunteur, par un délégué du prêteur. A l'arrivée comme au départ, le convoyeur vérifiera l'état des œuvres confiées. Toutes les opérations de déballage ou d'emballage, d'accrochage ou de décrochage seront effectuées en sa présence.*

*Un rapport de condition contradictoire sera établi au lieu et au moment de l'enlèvement avant emballage. Il sera procédé de même à la fin du prêt et au moment du retour des œuvres confiées après déballage.*

## **5. REPRODUCTION ET PUBLICATION**

*5.1. Le prêteur autorise l'emprunteur à reproduire, sur quelque support que ce soit, les œuvres confiées dans les limites suivantes :*

*5.1.1. les œuvres confiées ne peuvent être reproduites que dans le cadre d'une publication (sur quelque support que ce soit) y consacrée en tout ou en partie et à la condition qu'y soit expressément mentionné le fait que les œuvres confiées font partie des collections de la Ville de Tournai et qu'elles sont prêtées gracieusement.*

*5.1.2. dans tout autre cadre, tel qu'interview, photographie de presse etc., les œuvres confiées ne peuvent être reproduites que si elles apparaissent en arrière-plan comme éléments «accessoires» du décor.*

*5.2. Le prêteur s'engage à ne pas autoriser de reproduction dans un cadre sans l'autorisation expresse de l'emprunteur.*

*Fait en double exemplaire à Tournai, le 26 janvier 2015, chacune des parties ayant reçu son exemplaire."*

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, Monsieur le **Président** de séance invite Madame la Conseillère communale Ecolo **C. LADAVI**D à poser sa question :

"Le groupe Ecolo s'inquiète fortement du devenir du roller park à Tournai. Ce lieu est en effet bien fréquenté par les jeunes. Il permet d'avoir un espace encadré pour pratiquer une activité physique, sans beaucoup de contraintes horaires et financières. C'est un véritable lieu de rencontre qui encourage le lien social et la mixité.

Dans le dernier rapport du comité d'accompagnement du périmètre de remembrement urbain du 17 juin 2013, il est stipulé ceci : *«L'acquisition de la piscine Madame et des bains-douches par l'agence intercommunale de développement(IDETA) est en cours pour un budget approximatif de 550.000,00 €. Pour ce budget, l'intercommunale réalise un nouveau roller park et un site de bains-douches dont les lieux doivent être désignés par la Ville. Ce budget doit couvrir à la fois le contenant et le contenu.»*

La nouvelle convention votée lors du précédent Conseil communal ne mentionne pas du tout cela puisqu'il semble qu'IDETA n'a finalement les subsides assurés que pour la partie économique, à savoir l'ancienne Technique électrique industrielle.

Mes questions sont donc les suivantes : Pouvez-vous me dire qui va devoir assurer la reconstruction d'un roller park et sous quelle forme ? Est-ce que la Ville a décidé du nouvel emplacement ? Et est-ce qu'une concertation a été récemment réalisée avec le Conseil consultatif des jeunes ?"

Monsieur l'Echevin **PS T. BOUZIANE** lui répond comme suit :

"Madame la Conseillère,

Ce dossier est à remettre en contexte, dans le cadre du Périmètre de Remembrement Urbain du quartier Saint-Piat et singulièrement du projet TechniCité.

Je vous informe, au préalable, que mon collègue en charge de l'urbanisme organisera le 7 février prochain un comité d'accompagnement visant à mettre en œuvre la convention approuvée par le Conseil communal du 16 décembre dernier.

J'en arrive à votre question sur la reconstruction du roller park.

Notre administration a été chargée de mener à bien le dossier afin de trouver un endroit qui pourrait accueillir cette activité qui rencontre un très grand succès chez les jeunes.

A cet égard, deux sites sont en cours d'étude : soit à proximité du Centre Bozière soit à proximité du Hall des Sports.

Ces deux sites sont privilégiés parce qu'ils se trouvent près d'infrastructures dont la Ville est propriétaire, ce qui favorise une gestion conjointe et une mutualisation des services existants.

C'est aujourd'hui la plaine des manœuvres qui paraît la plus adaptée pour l'installation du roller park.

Le projet est en train de se construire. Dès qu'il sera finalisé par notre bureau d'études, il sera déposé aux instances wallonnes en vue d'obtenir une subvention de la part d'Infrasports : la Ville, qui va consacrer un montant de 500.000,00 € à la reconstruction du roller park, veut conserver une neutralité budgétaire.

Quoi qu'il en soit, ce projet doit être concrétisé dès 2016.

Le Bourgmestre et moi-même avons à ce sujet rencontré le collectif du skatepark. Nous avons convenu ensemble de réaliser ce projet dans le strict respect des enveloppes budgétaires et pour répondre au mieux aux attentes des usagers, le collectif sera d'ailleurs directement associé à la démarche."

A la demande de Madame la Conseillère communale Ecolo **C. LADAVID**, des précisions sont données à propos du budget à prévoir pour cette nouvelle infrastructure.

Monsieur le Conseiller communal cdH **J-M. VANDENBERGHE** est ensuite invité à poser sa question :

"Pendant plusieurs années, Tournai, comme d'autres villes, a consacré une partie de son budget au financement de Mons 2015. Voulez-vous apporter une réponse précise aux interrogations suivantes ?

Quel est le montant exact consacré au fil du temps à cette manifestation et quels retours, quelles manifestations sont prévus dans le cadre de cette année à Tournai ?"

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** lui répond comme suit :

"Monsieur le Conseiller,

En regard du rayonnement de Mons 2015 et à l'instar des villes qui ont eu le statut de "Capitale européenne de la culture", la fondation Mons 2015 a d'emblée pris le parti de lancer un appel à des villes et territoires partenaires, l'objectif étant, à partir de Mons 2015, de faire rayonner la culture wallonne picarde. C'est ainsi qu'Anvers, Bruges, Bruxelles, Charleroi, Gand, Courtrai, La Louvière, Liège, Lille, Maubeuge, Malines, Namur, Ostende, Le Roeulx, Soignies, Thuin, Valenciennes et enfin notre Wallonie picarde, dont Tournai, se sont insérés dans cette dynamique de portée internationale. En Wallonie picarde, nous avons saisi cette opportunité. Mons 2015 a été inscrite dans le projet de territoire Wallonie picarde 2025 dès 2009. Dès mars 2009, les membres de la conférence des bourgmestres ont affirmé leur volonté de soutenir la dynamique Mons 2015 collectivement, sous une même bannière, celle de la Wallonie picarde. Le 23 février 2015, c'est à Culture.Wapi, l'agence culturelle que vous connaissez bien, qu'est revenu le rôle d'opérer cette démarche inédite fédérant l'ensemble des communes du territoire et d'émettre des propositions de programmations en concertation avec les agents-relais désignés par les communes. Vous le savez, pour avoir été un des maîtres d'œuvre du montage financier de ce dossier, Culture.Wapi était chargée de thésauriser les cotisations des entités adhérant au projet Mons 2015. Pour rappel, la contribution de la Wallonie picarde a été doublée au travers de l'apport des subsides de la fondation Mons 2015 selon le principe "un euro investi, un euro subsidié". C'est dans ce contexte qu'en votre qualité d'Echevin des Finances, accompagné de mon prédécesseur, l'Echevin de la Culture Yves DE GREEF, vous avez proposé au Conseil communal de la Ville de Tournai, qui vous a suivis, de consacrer un demi-euro par habitant par an et ce, pendant 5 années, de 2010 à 2015. Ainsi, la Ville de Tournai aura consacré au fil du temps un montant total de 173.585,00 € pour son adhésion à Mons 2015, capitale européenne de la culture.

En 2010, Culture.Wapi a mis sur pied un groupe de travail composé d'agents-relais qui avaient été désignés par chacune des communes de Wallonie picarde, un agent-relais par commune.

Pour Tournai, il s'agit de Mme Catherine VANDEN BROECKE. Ce groupe de travail a permis de rédiger une proposition argumentée contenant une série de pistes et recommandations à prendre en compte lors de la conception du projet artistique ambassadeur de la Wallonie picarde. C'est ce groupe de travail qui a examiné le projet d'appel à candidatures pour identifier le porteur de projet, ce qui a permis d'échafauder une dynamique commune fédératrice. Ainsi, le lauréat du concours Culture.Wapi a été désigné. C'était le Tournaisien Alain MAROY, alias M. Zo, avec son projet des 400 Coups, celui-là même qui, ce samedi, a ébloui le public venu en grand nombre au lancement de Mons 2015. On parle de plus de 100.000 personnes. Une grande majorité des communes de Wallonie picarde, 18 cotisantes sur 23, participant à la dynamique Mons 2015 bénéficieront de retombées à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire, retombées économiques mais évidemment retombées culturelles et touristiques.



Monsieur le Conseiller, je sais que vous partagez ce point de vue, la culture est réellement un investissement important pour le territoire et les hommes et les femmes qui le constituent.

J'en arrive à notre projet Wapi.

Le temps fort sera déployé en 2015 sur le territoire ainsi qu'à des moments clés de l'année européenne de la culture à Mons (participation de la Wallonie picarde par l'entremise des éléments emblématiques du projet des 400 Coups à la fête d'ouverture notamment).

La thématique qui sera mise en exergue sera le ciel afin de dépasser l'esprit de clocher, de dépasser les frontières. Bien que l'on soit dans un projet à dimension régionale, une attention particulière a été donnée afin d'offrir une certaine visibilité aux communes cotisantes. A cet effet, la Ville de Tournai, première ville en termes de population, accueillera le clou final des 400 Coups durant le week-end des 12 et 13 septembre prochain.

En détail, le coup du final sera un grand tintouin général avec un "concerto de public" géant sur la Grand Place de Tournai avec notre beffroi qui carillonnera une impro avec 400 concertistes.

Je vous invite à ce titre à vous rendre sur le site web déclinant la programmation des manifestations à Tournai mais également dans toute la Wallonie picarde [www.400coupswapi.be](http://www.400coupswapi.be).

Ce sera également l'occasion pour la Wallonie picarde et la Ville de Tournai d'être présentes physiquement dans la maison des villes partenaires au cœur de Mons et donc de bénéficier de toute l'attention des médias à l'échelle locale, régionale et nationale. Il y avait plus de 200 médias présents ce week-end à l'inauguration de Mons 2015. Ma conviction et celle de mes collègues est que le Collège de l'époque a fait le bon choix en souscrivant à la démarche partenaire proposée par Mons 2015. C'eut été une erreur politique de ne pas le faire."

Monsieur le Conseiller communal cdH **J-M. VANDENBERGHE** réplique :

"Je crois effectivement que ne pas adhérer à Mons 2015 aurait été un mauvais choix politique.

Mais il aurait fallu, selon moi, mettre davantage l'identité de Tournai en valeur, plutôt que de la diluer dans un territoire, la Wallonie picarde, même s'il est magnifique. Tournai doit être résolument mise en valeur. Je pense que cela a été une erreur de ne pas le faire. Nous avons déjà raté une opportunité avec Lille. On n'y a pas tellement parlé de Tournai. Ici, on répète la même erreur. Il est fort important de mettre l'accent sur Tournai dans toutes les manifestations auxquelles nous pouvons participer. C'est important pour toutes les personnes qui viennent de l'étranger et pour tous ceux qui s'informent au sujet de Mons 2015. C'est désolant pour la Ville de Tournai. Merci."

Le **Président** de séance lui répond :

"Je suis choqué par ce que je viens d'entendre, à double titre.

Premièrement, je trouve que les propos qui ont été tenus sont injustes par rapport à un certain nombre de Tournaisiens. Ces Tournaisiens, notamment ceux qui ont participé aux 400 Coups, ont été cités en tant que tels, devant l'ensemble des invités et dans les différents clips vidéo qui ont été diffusés. Je suis, pour eux, blessé par les mots que je viens d'entendre.

Je suis également choqué parce que c'est méconnaître les retombées positives de la Wallonie picarde pour notre Ville, Tournai. Je me sens personnellement visé par vos propos dans la mesure où j'ai toujours été un défenseur de la Wallonie picarde par devers Tournai. Sans la Wallonie picarde, Tournai serait passée à côté de beaucoup d'opportunités financières, notamment dans la programmation européenne.

Nous devons prendre en compte le poids relatif de Tournai par rapport au territoire de 350.000 personnes que constitue la Wallonie picarde. Il serait encore bien moindre au regard des instances européennes de Namur ou de Bruxelles si nous ne pouvions pas nous appuyer sur ce territoire.

Je suis donc en colère par rapport à ce que j'entends. Je trouve le propos injuste. Tournai a intérêt à rayonner sur son territoire.

J'admets cependant que la visibilité sur les supports papier est insuffisante. Je me suis senti blessé comme Tournaisien, en particulier comme Premier des Tournaisiens, qu'on ne nous identifie pas davantage sur la carte générale. Ce n'est pas le cas par contre sur les supports publicitaires spécifiques à chaque événement. Je viens de le vérifier sur internet. Chaque fois, nous sommes en lien direct avec Mons 2015 les 400 Coups mais pas dans le document général qui était distribué, je vous le concède."

Monsieur le Conseiller communal cdH **J-M. VANDENBERGHE** précise que la valeur du territoire n'est pas mise en question.

Le **Président** de séance se dit rassuré par cette deuxième intervention.

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction des procès-verbaux des séances publiques du 1<sup>er</sup> et du 16 décembre 2014, lesdits procès-verbaux sont approuvés conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 20 heures 30, après avoir précisé que le prochain Conseil communal aura lieu le 23 février 2015 à 19 heures 30.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Thierry LESPLINGART

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Paul-Olivier DELANNOIS